

***l'Anti*capitaliste**

n°478 | 30 mai 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**CONTRE MACRON ET
FACE AU DANGER DE
L'EXTRÊME DROITE**



URGENCE

**ANTICAPITALISTE ET
INTERNATIONALISTE!**

Dossier

ÉLECTIONS EUROPÉENNES :

**ATTENTION
DANGER!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le 2 juin, contre la répression,
avec les mutilés Page 2

PREMIER PLAN

Marches pour le climat:
«Sauver les banques, une
évidence, sauver la planète,
quelle importance?» Page 3



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis – Chine: il n'y a pas
qu'Huawei Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Victoria Tresoriero
et Agustina Vidales Agüero sur
la lutte pour le droit à l'avortement
en Argentine Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Le 2 juin, contre la répression, avec les mutilés

Les semaines se suivent, et se ressemblent malheureusement. C'est ainsi que samedi dernier, lors de l'Acte 28 des Gilets jaunes, de nombreux cas de violences policières ont été recensés : contre des manifestantEs, contre des journalistes, contre des passantEs... Dans plusieurs villes, les forces de répression ont en outre procédé à de nombreuses arrestations, comme à Paris où ce sont des dizaines de personnes qui ont été interpellées et maintenues en garde à vue. Quatre camarades du NPA ont ainsi fait les frais de cette répression policière et judiciaire, avec des gardes à vue de 48 heures et des déferements pour le seul fait d'avoir eu en leur possession des équipements de protection face aux gaz lacrymogènes. Rien que le minimum nécessaire pourtant, lorsque l'on sait que la stratégie policière consistant à inonder les manifestations de gaz pour tenter de les disperser, ou tout simplement de les empêcher, est devenue la norme. Et c'est précisément parce que l'on voudrait nous imposer toute ces formes de violences comme une nouvelle norme qu'il est essentiel de ne pas baisser les yeux, ni les bras, faute de quoi nous perdrons toujours plus de droits, dont celui de manifester. Ne pas se résigner : c'est ce qu'ont décidé de faire de nombreux collectifs, dont celui des « Mutilés pour l'exemple », créé à la fin du mois d'avril, qui regroupe aujourd'hui 38 personnes mutilées par la police et la gendarmerie au cours des derniers mois, et qui appelle à une grande manifestation le 2 juin à Paris. « *Handicaps, séquelles, cicatrices, douleurs, traumatisme et nuits blanches ne nous feront pas taire* », déclare le collectif, qui revendique notamment l'interdiction de l'usage des LBD, des grenades manuelles de désencerclement (GMD) et des grenades GLI-F4 (qui contiennent une charge explosive de TNT). Nous n'abandonnerons pas les milliers de blessés et les dizaines de mutilés. Nous n'oublions pas Rémi Fraisse et Zineb Redouane, ainsi que tous les habitantEs des quartiers populaires, la plupart du temps des jeunes, tués par les forces de répression. Nous refusons l'impunité des assassins, des éborgneurs et de ceux qui leur donnent des ordres. Nous ne renoncerons pas à notre droit de manifester. Nous serons donc dans la rue le 2 juin, contre la répression, avec les mutilés.

BIEN DIT

La richesse des expérimentations sociales qui ont lieu un peu partout, la demande de démocratie des citoyens et la lucidité des jeunes générations sur la nécessité de changer totalement nos modes de vie méritent de trouver une issue politique à la hauteur.

BARBARA STIEGLER, philosophe, liberation.fr, 27 mai 2019.

À la Une

Contre Macron et face au danger de l'extrême droite, urgence anticapitaliste et internationaliste !

Comme dans l'ensemble de l'Europe, les résultats des élections européennes confirment la crise politique que nous connaissons ici : près de 50 % d'abstention, des votes pour l'extrême droite très élevés, un pouvoir globalement discrédité mais qui sauvegarde son capital électoral, et des forces de gauche atomisées et dominées par le social-libéralisme couleur verte... Contre le capitalisme, pour la justice sociale, il manque – encore et surtout – une voix pour le monde du travail.

Le Rassemblement national est donc arrivé en tête dans les urnes, s'appuyant sur le rejet du macronisme et de l'Union européenne pour dévoyer les colères sur le terrain du racisme et de la lutte du touTEs contre touTEs.

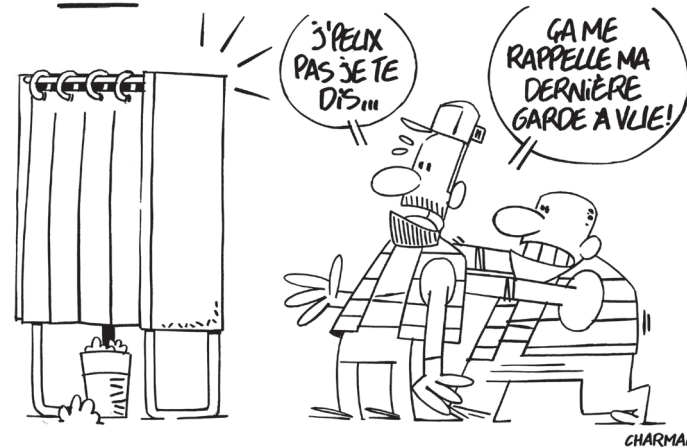
L'extrême droite menace

D'une élection européenne à l'autre, le RN gagne un demi-million de voix et ses thématiques nauséabondes ont infusé à droite toute la campagne, en particulier autour de la question de l'accueil des migrantEs. Le coup de poker pensé par Macron – transformer l'élection en plébiscite pour sa politique, celle là-même qui est contestée depuis six mois dans la rue et sur les ronds-points – a échoué : ce scrutin est devenu un référendum anti-Macron au seul profit du RN, que Macron et LREM n'ont pas manqué de désigner durant la campagne comme leur seul adversaire, dans un tête-à-tête mortifère. Avec ses comparses d'Italie, de Belgique ou de Hongrie, qui ont aussi effectué des percées électorales importantes, le RN de Marine Le Pen incarne un danger mortel : celui de la concurrence la plus féroce entre les pays, avec les conséquences dramatiques qui en découleraient pour les classes populaires, pour les femmes, pour les personnes LGBT, pour les immigrés, et pour l'ensemble des droits démocratiques et sociaux.

Les partis de gouvernement sauvent leurs places

Bien que totalement désavoués par les mobilisations de ces derniers

CLALSTROPHOBIE



mois, Macron et LREM parviennent à limiter la casse. De la même façon, en Allemagne et dans l'État espagnol, la droite ou le PS se maintiennent, bien que leurs politiques aient aussi été rejetées par les populations. Ces forces vont dominer le futur Parlement européen, ce qui illustre une nouvelle fois le caractère antidémocratique de ces institutions. Ces formations veulent se présenter comme des remparts contre l'extrême droite... Mais ce sont bien les politiques qu'elles mènent, de casse des droits sociaux, de privatisations, d'autoritarisme, de mépris contre les classes populaires, de stigmatisation et de chasse aux migrantEs, qui engendrent les fruits pourris de l'extrême droite. En France ou en Allemagne, les Verts ont remporté des scores importants en s'appuyant sur

des préoccupations écologiques légitimes et des mobilisations internationales en faveur de la justice climatique. Mais en s'inscrivant pleinement dans la défense de l'économie de marché, ils continuent à faire partie du problème. Avec un total aux alentours de 30 % des voix, les partis de gauche sont historiquement au plus bas en France, payant leur défense des politiques libérales, notamment dans le cadre de l'Union européenne, leur participation récente au pouvoir, leurs divisions, ainsi que les difficultés de mobilisations sociales qui ont aujourd'hui du mal à gagner.

Lutter, débattre, construire

La crise économique, sociale, écologique, va continuer à se renforcer et le choix à faire est de plus en plus net : soit l'extrême droite prend de

plus en plus de place – jusqu'au pouvoir ? – car les partis de gouvernement n'arrêteront pas son avancée, soit le monde du travail parvient à surmonter ses faiblesses pour construire une véritable alternative aux politiques libérales et/ou nationalistes. Il est vain de vouloir aménager le système. Nous avons besoin d'une gauche radicale, indépendante des institutions, anticapitaliste et internationaliste, pour la rupture révolutionnaire avec le système, et dont le centre de gravité est la défense concrète du monde du travail.

Il y a urgence à construire une représentation politique pour tous les exploités. Les petits calculs boutiquiers ne peuvent plus être de mise, et les résultats de dimanche soir montrent que personne ne peut prétendre représenter à lui seul un quelconque rassemblement, une quelconque expression populaire des intérêts de la majorité. Sans nier les désaccords qui existent, par la discussion et la confrontation des points de vue, nous voulons œuvrer à l'unité de notre camp social, pour être capable de s'unir pour agir : contre le gouvernement, contre la répression, contre le racisme, pour nos revendications sociales, démocratiques et écologiques. Dès aujourd'hui, il devrait être possible de se coordonner pour que les luttes gagnent ensemble au lieu de perdre les unes après les autres... Pour la convergence des mobilisations, à ce travail de construction politique, urgent et nécessaire, le NPA prendra toute sa part.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Journalistes convoqués à la DGSI : la liberté d'informer de plus en plus menacée

Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer, dans nos colonnes, la multiplication des attaques contre la liberté de la presse et le droit d'informer, particulièrement préoccupante depuis le début du mandat d'Emmanuel Macron. Ces dernières semaines, de nouveaux événements se sont produits, qui confirment que l'autoritarisme en marche n'épargne personne et que les journalistes sont en première ligne.

« La liberté de la presse aujourd'hui n'est plus seulement attaquée par les dictatures notoires, elle est aussi malmenée dans des pays qui font partie des plus

grandes démocraties du monde. Elle est malmenée jusqu'en Europe. » Ainsi s'exprimait Emmanuel Macron, le 2 janvier 2018, lors de ses vœux à la presse, se posant alors en chantre de la lutte contre les atteintes à la liberté

de la presse devant un parterre de journalistes parmi lesquels certains commençaient déjà à avoir quelques doutes. Dix-huit mois plus tard, le doute n'est plus permis : la France fait bien partie de ces « grandes

démocraties » dans lesquelles il est de plus en plus difficile, pour celles et ceux qui refusent d'être de simples chiens de garde du pouvoir, d'exercer la profession de journaliste.

Huit journalistes convoqués à la DGSI

Dernier exemple en date, et pas des moindres, avec l'annonce, le 22 mai, de la convocation de la journaliste du Monde Ariane Chemin par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) en raison de ses articles sur l'affaire Benella, notamment ceux concernant les « affaires » de ce dernier et mettant en cause un sous-officier de l'armée de l'air, compagnon de l'ex-chef de la sécurité de Matignon. Une convocation qui a fait du bruit dans les rédactions, y compris à l'international, avec par exemple ce titre du Washington Post : « Une célèbre journaliste française

Un monde à changer

SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ, TOUJOURS LE FOUTAGE DE GUEULE.

Dans sa conférence de presse du 25 avril, Macron avait annoncé qu'il n'y aurait plus de fermetures d'écoles (mais pas de classes) et d'hôpitaux (mais pas de services), et présenté comme une grande innovation la perspective de création de maisons de service au public (MSAP), 2000 d'ici la fin du quinquennat. Toute la presse avait alors relevé qu'il existait déjà 1300 de ces maisons.

Le ministère de la « Cohésion des territoires » (ça existe) vient d'expliquer que les préfets seront chargés dès juin d'identifier avec les élus locaux 500 zones blanches où implanter de nouvelles MSAP sous le nom de « France service ».

Les MSAP existantes sont souvent loin de répondre à leur objectif proclamé : permettre un réel accès aux services publics dans les zones qui en sont dépourvues (en particulier parce qu'ils ont fermé) et leurs déficiences : conditions d'accueil, horaires d'ouverture, services offerts, etc., ont donc fait l'objet de nombreuses critiques.

Le gouvernement annonce une « charte de qualité » que devront désormais respecter ces établissements. En fait, soit elle entérine la

fourniture de services au rabais, soit c'est surtout un tissu de banalités : ouverture à temps partiel (24 heures par semaine), espace de confidentialité, formation du personnel, accès à des imprimantes... Sous couleur de « qualité » est entérinée une logique de services au rabais. Autre problème, le financement qui restera toujours insuffisant : le dispositif consistera toujours en fait à transférer aux élus locaux la charge d'assumer le retrait des services publics de l'État et de ses opérateurs (La Poste, caisses de sécu, etc.).

Certes, les communes sont souvent partantes pour créer de telles maisons : les élus des petites communes essaient souvent de se battre pour maintenir des services. Mais cela dépend des initiatives des uns et des autres. De plus, les différentes administrations nationales voient dans les MSAP une occasion pour fermer leurs services.

Dans les années 1950, la France était moins riche qu'aujourd'hui mais, sans idéaliser les choses, les hôpitaux, les postes, les écoles... étaient plus présentes. Quelle que soit la bonne volonté des maires ruraux, ces maisons ne changent rien à la fracture territoriale justement dénoncée par les Gilets jaunes. C'est de la démagogie et du foutage de gueule.

MARCHES POUR LE CLIMAT

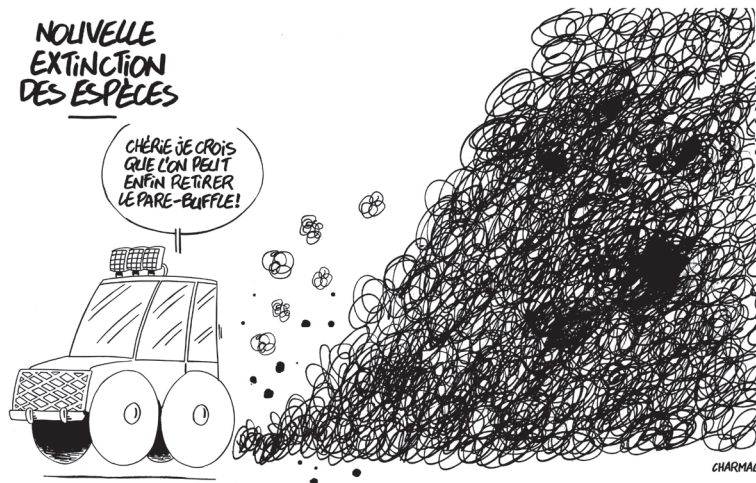
« Sauver les banques, une évidence, sauver la planète, quelle importance ? »

À l'occasion des grèves scolaires pour le climat du 24 mai, nous étions encore des centaines de milliers à nous réunir dans les villes de 120 pays.

On pouvait croiser 15 000 manifestantEs à Paris ou 3 000 à Nantes mais aussi 700 manifestantEs à Valence, lors de marches regroupant lycéenEs et collégienEs. C'est par centaines que se portaient des pancartes rivalisant d'inventivité : du désormais classique « *Votre planète, vous la voulez bleue ou bien cuite ?* » au plus éloquent « *Sauver les banques, une évidence, sauver la planète, quelle importance ?* » Moins de monde que le 15 mars, mais, peut-être, plus de préparation pour des jeunes cherchant des réponses au-delà des seules actions individuelles ou de la soupe au « développement durable » proposée par les programmes scolaires.

Et 1, et 2, et 3... bulletins de vote ?

Les manifestations avaient lieu en plein scrutin européen, du 23 au 26 mai. Et les organisateurEs, notamment Youth For Climate, le répétaient sur tous les tons : il faut bien voter. Une déclinaison de la position générale des « leaders » de la mobilisation climat se donnant



pour principale perspective d'influencer les politiciens. Le soir même du 15 mars, les députés votaient, pourtant, un amendement décalant de 3 ans l'interdiction de la production d'une longue série de pesticides...

En tout cas la gauche, très présente aux marches, ne s'y est pas trompée. Jadot pouvait affirmer que « *pour sauver le climat et la*

biodiversité, c'est le vote ÉELV qu'il faut choisir », au coude à coude avec Glucksmann, candidat du PS, défendant « *l'écologie de gauche, la vraie* ». Difficile de dire précisément à quel point l'objectif électoral convainc les jeunes, notamment celles et ceux qui n'ont pas encore le droit de vote. Il est probable que faute d'autres perspectives, celle-ci fasse figure de solution

raisonnable. Mais peu de discussions relatives aux élections dans les manifestations, et encore moins sur le casting et les candidats.

Écologie et révolution

Depuis janvier, les consciences commencent à évoluer et certainEs se tournent vers des actions ciblées. Vendredi matin, 135 jeunes ont envahi la mairie du 19^e arrondissement de Paris pour décrocher le portrait présidentiel de Macron, portrait fièrement brandi dans la manifestation de l'après-midi. C'était la 40^e action du genre, organisée par Action non-violente COP 21. Des dizaines de personnes sont passées par la garde à vue pour avoir seulement décroché un portrait. Des procès sont déjà prévus.

Cela pose la question de vers qui diriger les coups. Les grands capitalistes, orientés exclusivement vers l'accroissement de leurs profits, sont les responsables de l'exploitation des ressources naturelles et des hommes, et c'est tout l'appareil d'État qui est à leur service. Résoudre la crise écologique ne se fera que le jour où on se sera débarrassé de ce mode de production qui pollue et qui exploite.

Bastien Thomas

convoquée par la police après une enquête portant sur la corruption dans le gouvernement Macron ».

Un émoi qui est venu, chez certains, du fait qu'Ariane Chemin est une journaliste « installée » dans un quotidien « respectable », et qu'une telle convocation serait la preuve indiscutable d'une dérive intolérable de la Macronie. On se contentera de dire, pour être charitable, qu'il n'est jamais trop tard pour ouvrir les yeux. Car en effet ce sont, au cours des dernières semaines, pas moins de huit journalistes de divers médias qui ont reçu de telles convocations, ainsi que le président du directoire du *Monde*, Louis Dreyfus. La plupart de ces journalistes avaient contribué à révéler les informations, publiées par le média *Disclose* en avril dernier, concernant l'utilisation d'armes françaises dans la sale guerre au Yémen, et ont été convoqués dans le

cadre d'une enquête pour – excusez du peu – « *compromission du secret de la défense nationale* ».

« La liberté de la presse, mais... »

Des convocations qui font suite à de multiples attaques contre la liberté de la presse et le droit d'informer, impossibles à lister ici tant elles sont nombreuses¹, y compris des violences physiques et des arrestations – on se souviendra, à titre d'exemple, du récent cas de Gaspard Glanz. Si l'on y ajoute les récentes révélations de *Mediapart* – un journal lui-même victime d'une tentative de perquisition en février dernier – concernant l'espionnage du journal *Fakir* et de François Ruffin par le groupe LVMH, propriété de Bernard Arnault², on comprend les inquiétudes qui se généralisent dans la profession et chez toutes celles et ceux attachés à la liberté



et l'indépendance de la presse, déjà sérieusement malmenées sous les précédents gouvernements.

Le 24 mai, Emmanuel Macron déclarait, à propos des convocations de journalistes à la DGSI, que « *la liberté de la presse et des sources est totale, mais [qu']elle doit être composée avec la liberté des autres* ». Une formule pour le

moins floue, typique du « en même temps » macronien, et qui n'est pas pour nous rassurer, a fortiori si on la met en relation avec les nombreux autres « oui, mais... » concernant les droits démocratiques et les libertés publiques. Il ne fait guère de doute que le nécessaire front à construire pour mettre un coup d'arrêt à l'autoritarisme en marche ne pourra faire l'économie, aussi critique puisse-t-on être du suivisme des chefferies éditoriales vis-à-vis du pouvoir, d'une défense inconditionnelle de la liberté d'informer et des droits des journalistes.

J.S.

1 – Lire à ce propos la série publiée par l'observatoire des médias Acrimed : « La liberté d'informer selon LREM : chronique d'un pouvoir autoritaire », sur www.acrimed.org.
2 – Fabrice Arfi, « Comment François Ruffin et le journal "Fakir" ont été espionnés par LVMH », *Mediapart*, 21 mai 2019.

Le chiffre

13,20 %

C'est le score de Manuel Valls lors des élections municipales à Barcelone, qui se sont déroulées le même jour que les européennes. La liste conduite par Valls et soutenue par le parti Ciudadanos, qui avait pactisé quelques mois plus tôt avec le Parti populaire et les fascistes de Vox en Andalousie, est arrivée à une piteuse 4^e place. « J'ai envie de convaincre et, vous allez voir, on va créer de belles surprises », expliquait Valls il y a encore 15 jours. Raté.



Agenda

Jeudi 30 mai, débat « Que fait l'armée française en Afrique ? », Paris.

À 18 h 30, locaux de Solidaires, 31, rue de la Grange-aux-Belles, M^o Colonel-Fabien. Débat animé par le collectif Ni guerres ni état de guerre.

Samedi 1^{er} juin, manifestation des Gilets jaunes Acte 29, Paris.

Samedi 1^{er} juin, manifestation antifasciste, Paris. Six ans après la mort de Clément Méric tué par des fascistes, rdv à 18 h, M^o Belleville.

Samedi 1^{er}-dimanche 2 juin, Petit salon du livre politique, Paris.

14 h-20 h, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, M^o Ménilmontant ou Gambetta.

Dimanche 2 juin, Gilets jaunes : marche des mutilés, Paris. À 11 h, place de la Bastille, M^o Bastille.

Mardi 4 juin, manifestation nationale des cheminotEs, Paris. À 13 h, place d'Italie, M^o Place-d'Italie

NO COMMENT

La majorité qui soutient le président de la République et le Premier ministre est extrêmement solide.

SIBETH N'DIAYE, porte-parole du gouvernement, France 2, 26 mai 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ISLAMOPHOBIE**Discrimination des mères voilées : un nouveau coup de fièvre raciste au Sénat**

Le 15 mai, la course à l'échalote islamophobe vivait une nouvelle péripétie au Sénat. Porté par Les Républicains, soutenu par l'UDI et l'Union des Centristes, l'amendement «100 quater» à la loi Blanquer dite «école de la confiance» était voté très majoritairement. Il complète le code de l'éducation de 2004 en élargissant l'interdiction du port de «signes religieux» aux parents accompagnant les sorties scolaires... Ou, pour le dire aussi clairement que c'est apparu dans la presse et les médias, il en exclut les mères d'élève voilées.

C'est une nouvelle menace pour les femmes voilées et les musulmanEs en général. Même si l'amendement est finalement rejeté par l'Assemblée nationale, ce vote va encore renforcer ceux et celles qui, dans les services publics ou ailleurs, ne craignent plus d'exprimer ouvertement et concrètement leur islamophobie. Pour se limiter à l'éducation, les cas de directeurEs d'école refusant de laisser entrer des mères d'élèves dans des établissements scolaires se sont par exemple multipliés depuis la circulaire Chatel de 2012. Si celle-ci a été remise en cause par l'arbitrage du Conseil d'État, le mal avait été fait. Plus largement, l'affaire est révélatrice de dynamiques de fond mortifères. Elle ancre encore la remise en cause du principe de laïcité en France. La loi de 1905 qui en a défini les fondements est une loi de tolérance, posant la neutralité de l'État et de ses agentEs, tout en réaffirmant la liberté de pratique des citoyenEs, y compris dans l'espace public. Plus qu'un contre-sens, l'affirmation, depuis une vingtaine d'années d'une «laïcité» excluante est en fait un recul des droits qui peut s'étendre à bien des domaines. Quant à la course à l'islamophobie, accolée à un racisme plus multiforme, rien d'étonnant qu'une droite en recherche de popularité s'y maintienne avec ardeur (mais peu de succès électoral comme l'a montré l'élection européenne). Désormais assumé par de nombreux porte-parole de la bourgeoisie, l'islamophobie participe d'abord au succès de l'extrême droite, et au recul général de nos droits.

Attaque raciste et antipopulaire

Alors certes, il est peu probable que l'amendement du Sénat passe les dernières étapes législatives. Le secrétaire d'État Gabriel Attal a fait savoir l'opposition du gouvernement. La majorité de LREM n'en veut pas, contrairement à Blanquer (qui avait défendu le même amendement présenté par Ciotti à l'Assemblée nationale). Mais il ne faut pas pour autant faire silence sur cette nouvelle attaque raciste, et c'est notamment la responsabilité des syndicats de l'éducation. Les instits, notamment dans les quartiers populaires, travaillent régulièrement avec des mamans voilées (sans la présence desquelles bien des sorties seraient annulées). De façon plus générale, nous ne pouvons laisser une partie des élèves être considérées, à travers leurs parents, comme non intégrables au système scolaire, étrangers, menaçants. D'autant que ces familles appartiennent pour l'essentiel aux classes populaires que l'école tend déjà largement à culpabiliser, à déprécier et à exclure. Parmi les amendements du Sénat, on trouve d'ailleurs la suppression des allocations pour les familles d'élèves décrocheurs et décrocheuses...

Face à ce projet réactionnaire et raciste, il faut au contraire défendre un projet pédagogique émancipateur. Un projet qui ne peut se construire qu'avec les élèves et leurs familles, et dans l'affirmation d'un antiracisme politique radical.

José Rostier



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

TOULOUSE Premières victoires contre le harcèlement sexuel à l'université

Le 7 mai, l'Union des étudiantEs de Toulouse (UET) annonçait, par un communiqué de presse, la suspension de deux professeurs de l'université Toulouse le Mirail pour des faits de harcèlement sexuel et moral contre des étudiantes. Ces suspensions seront par la suite suivies de commissions disciplinaires qui devront établir les faits et les sanctions.

C'est l'aboutissement du travail des camarades de l'UET qui aura duré plus d'un an. Au total, 13 étudiantes auront témoigné, de manière anonymisée ou non, des faits de harcèlement et de violence dont elles ont été victimes. Et cette affaire n'est pas un cas isolé : cette année l'UET a suivi 4 dossiers de harcèlement sexuel et moral ayant conduit à la suspension de 5 professeurs, BIATSS ou chargés de cours à l'université du Mirail. À notre connaissance cette situation est une première.

Levée d'un tabou

Comment expliquer cela ? Il faut d'abord rappeler qu'il n'y a pas plus de cas de harcèlement sexuel à Toulouse qu'ailleurs. Et partout, nous observons la levée du tabou entourant ces cas de harcèlement sexuel, forçant l'ensemble des universités et écoles dans l'enseignement supérieur à les prendre en charge. Avec beaucoup de chemin à faire, tant vis-à-vis des institutions universitaires que de l'esprit de corps et de solidarité entre pairs¹. Dans la foulée du mouvement #meetoo et #balancetonporc, les étudiantes, chercheuses et doctorantes commencent à parler des situations de violences qu'elles subissent. Lorsqu'elles sont isolées, elles rencontrent encore le silence complice des administrations, les injonctions à se taire des



professeurs, la minimisation de leurs témoignages, tout cela sur fond d'instances disciplinaires inadaptées. Pour faire face, il y a une nécessité à construire des cadres de luttes féministes. C'est l'action collective qui permet de passer un cap et d'obtenir des victoires contre les harceleurs sexuels.

Ainsi, à Toulouse, les militantes syndicalistes et féministes de l'UET conduisent depuis deux ans à la fois des campagnes de prévention contre le harcèlement (affichage, réunions d'information), des suivis personnalisés pour les victimes (recueil de témoignages et accompagnement dans les démarches) et des luttes dans les conseils pour des changements durables dans

les prises en charge (création de la cellule d'écoute contre le harcèlement sexuel à l'université). Elles ont su créer des réseaux de solidarité, tout en s'associant avec les autres forces de gauche organisées sur l'université. Ces militantes ont réclamé et obtenu localement une forme de systématisation de la suspension dès réception du dossier de saisine de commission disciplinaire pour violences.

Organiser la lutte des étudiantes

Le harcèlement sexuel à l'université a ceci de spécifique qu'il concerne des femmes très jeunes, précaires, souvent isolées, et qu'il est pratiqué par les professeurs

ayant (et se donnant) ascendance sur elles par le biais de la notation et de l'insertion professionnelle, tout en se couvrant en parlant de « pratique pédagogique ». La suspension provisoire est actuellement la seule façon de protéger les victimes et de permettre aux étudiantes de témoigner. D'ailleurs depuis l'annonce de la suspension, d'autres étudiantes se déclarent elles aussi victimes et prêtes à agir. Il s'agit désormais d'avancer sur des revendications : a minima, que la suspension provisoire (pour le moment soumise au bon vouloir des présidences des universités) soit systématique, que les commissions disciplinaires incluent les étudiantes, que les cellules de prévention contre le harcèlement se généralisent, en favorisant le travail avec les associations et les collectifs féministes, et que les moyens qui leur sont alloués soient augmentés. Mais surtout il y a maintenant urgence à créer, partout où c'est possible, des groupes, des collectifs, des organisations, féministes, militantes. Prêtes à organiser la lutte des étudiantes et à faire entendre leur voix.

Correspondante

1 – Voir à ce propos le récent dossier de *Mediapart* (20 mai 2019) consacré au harcèlement sexuel à l'université, et notamment Lenaïg Bredoux, « À l'université, la parole se libère enfin » : <https://www.mediapart.fr/journal/france/200519/l-universite-la-parole-se-libere-enfin?onglet=full>

AFFAIRE VINCENT LAMBERT Dieu et l'austérité refusent qu'on meure dans la dignité!

Depuis 2008, Vincent Lambert vit dans un état végétatif chronique. Cet infirmier psychiatrique avait plusieurs fois affirmé, à sa femme et à ses proches, qu'il refusait tout acharnement thérapeutique.



Vincent Lambert n'avait toutefois pas pu signer de directive anticipée sur sa fin de vie, comme le permet la loi Claeys-Leonetti de 2016. Par cinq fois, la justice a validé le choix de l'épouse et de l'équipe médicale qui suit Vincent Lambert, d'arrêter la nutrition et l'hydratation artificielle, tout en assurant médicalement une sédation profonde pour lui éviter toute souffrance.

Les réacs en première ligne

Signe des temps ? Mobilisés par des parents avec lesquels Vincent Lambert avait rompu depuis longtemps, ce sont les catholiques ultras, proches de Laissez-les vivre et de la Manif pour tous, qui manifestent pour interdire aux équipes médicales de mettre en œuvre le droit de mourir dans la dignité, qui était le choix de Vincent Lambert. Ils ont obtenu de la Cour d'appel de Paris la reprise de l'hydratation et de l'alimentation. Mgr Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, a pris position pour « ne pas le laisser mourir de faim ou de soif et même de tout faire pour maintenir jusqu'au bout la prise en charge adaptée ».

Pour l'ADMD, l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, l'affaire Vincent Lambert « souligne au contraire les insuffisances de la

loi Claeys-Leonetti », l'absence de campagne publique pour favoriser la signature de directives anticipées, le flou sur qui décide. Une loi hypocrite, qui permet d'arrêter alimentation et hydratation, qui autorise une sédation profonde, ce qui va mener à une mort lente, souvent douloureusement vécue par la famille, mais qui refuse d'aider à mourir. Une loi qui a refusé l'amendement sur la hiérarchisation de la parole portée par la famille, en

l'absence de directive anticipée. « À l'image de la loi belge, que ce soit d'abord celui avec qui on a mené sa vie volontairement l'époux (mari ou femme), le partenaire de PACS ou le concubin qui prime en termes de décision sur le ou les enfants majeurs, et ensuite le ou les parents », explique le député de la Charente-Maritime Olivier Falorni, « parce qu'on choisit son conjoint, on ne choisit pas forcément ses parents ».

Manque d'équipes de soins palliatifs

Aujourd'hui les cathos ultras, hier le Conseil de l'ordre des médecins, qui radiait en 2015 le Dr Bonne-maison, pourtant acquitté par la justice, pour avoir aidé à mourir une patiente de 86 ans en fin de vie... Mais ce qui rend aussi souvent difficile de mourir dans la dignité, c'est tout simplement l'austérité, le manque d'équipes de soins palliatifs, le manque de formation des équipes soignantes face à la douleur. Un tiers des structures de soins palliatifs en France fonctionnent avec la moitié de leurs effectifs médicaux, selon l'enquête de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs. Manque de budget, de formation, de candidatEs pour un métier difficile et peu considéré. Manque de temps pour les médecins de ville débordés, pour s'investir dans les réseaux de soins palliatifs, notamment à la campagne.

Dieu, le Conseil de l'ordre, les juges, l'austérité... Ce n'est pas à eux de décider de nos vies, et du droit de mourir dans la dignité!

Frank Cantaloup

ÉTATS-UNIS – CHINE Il n'y a pas qu'Huawei

Depuis des décennies, les États-Unis ont, sans état d'âme, écouté les communications et espionné de multiples façons leurs adversaires et aussi alliés, utilisant leurs entreprises quand ils le jugeaient utiles. L'agence américaine de renseignement (NSA) a ainsi trouvé en ATT, le géant des télécoms, un partenaire particulièrement efficace pour espionner les communications, selon les documents de l'ancien consultant de la NSA et lanceur d'alerte Edward Snowden (qui a dû quitter les USA pour échapper à la prison). La compagnie US y est décrite comme une société « *extrêmement coopérative* », et qui a démontré « *une grande volonté de collaborer* ».

Sanctions contre un fleuron du nouveau capitalisme chinois
Mais ce que les États-Unis considèrent avoir le droit de faire, ils l'interdisent aux autres même en l'absence de preuves tangibles. Ainsi, le 15 mai, le département du Commerce étatsunien a inscrit Huawei sur la liste des entreprises présentant un risque pour la sécurité nationale. Les firmes US doivent désormais demander une licence pour commercer avec Huawei et ont été prévenues qu'elles ne pourraient obtenir cette licence. Les entreprises étatsuniennes de semi-conducteurs vont donc cesser de vendre leurs puces à Huawei. Google, pour sa part, va priver le groupe chinois d'Android, le système d'exploitation de ses smartphones. Si cela se confirmait et en dépit du fait que Huawei se

Huawei privé de ses marchés extérieurs ? Le géant chinois des télécommunications, Huawei, est dans le collimateur de Washington. C'est en fait un élément d'un affrontement global entre les deux puissances.



DR

préparait aux mesures US, ses smartphones perdraient leurs débouchés hors de Chine : sur le marché chinois, Huawei a développé des applications alternatives, mais dans le reste du monde, difficile de vendre un appareil ne pouvant disposer des mises à jour d'Android et des applications de Google. Huawei, avec ses 110 milliards de dollars de chiffre d'affaires et ses 180 000 salariéEs, est un des fleurons du nouveau capitalisme chinois. Depuis 2012, les États-Unis disent craindre que ses produits ne soient utilisés à des fins d'espionnage. En effet, Huawei ne vend pas seulement des smartphones mais des matériels utilisés par les opérateurs de télécoms et jouit

d'une avance dans le domaine de la 5G. Bien entendu, sa direction se défend de tout lien avec l'État chinois...

Affrontement de brigands
Le décret de Trump sur Huawei est arrivé quelques jours après un échec des négociations commerciales en cours avec la Chine : les deux pays sont engagés dans une escalade sur les droits de douane. Les mesures concernant Huawei seraient donc aussi un moyen de peser sur les Chinois et de les amener à des concessions. Pour montrer qu'il n'est pas démuné de moyens de riposte, le président chinois Xi Jinping a visité lundi 20 mai un site d'extraction de terres rares. La Chine détient un quasi-monopole

sur ces minéraux stratégiques pour toute la nouvelle technologie, y compris étatsunienne. Trump est le dirigeant d'une puissance déclinante face à la Chine bien que celle-ci n'atteigne pas encore le niveau US. Il fait flèche de tout bois pour défendre le statut et les intérêts du capitalisme étatsunien, tant économiques que politiques et militaires. Il veut limiter le déficit commercial US, freiner les transferts des technologies étatsuniennes vers la Chine, obtenir la fin des subventions des entreprises d'État, un accord sur les devises... Il n'y a pas que le terrain économique, les États-Unis montrant aussi leurs muscles en mer de Chine méridionale où l'US Navy conduit régulièrement des opérations baptisées « Liberté de navigation » afin de répliquer à Pékin qui y revendique la quasi-totalité des îles et récifs face aux autres États riverains. En effet, au-delà de la complexité historique des droits des uns et des autres, une chose est claire : Pékin veut affirmer sa primauté sur ses voisins, comme Washington le fait en Amérique latine. La guerre commerciale Chine-USA ressemble de plus en plus à un affrontement de brigands, tel que nous en avons connu entre puissances impérialistes dans le passé.

Henri Wilno

IRLANDE Des avancées sociales qui se traduisent faiblement sur le champ électoral

Le week-end des 25-26 mai, trois élections ont eu lieu en Irlande : européennes, municipales et un référendum sur les conditions du divorce. L'occasion de revenir sur la situation de ce pays de 4,7 millions d'habitantEs, dans lequel des droits sociaux ont été conquis récemment.

En ce qui concerne le référendum sur le divorce, le oui est passé à plus de 80 %, retirant de la Constitution l'obligation d'être séparés depuis au moins 4 ans pour pouvoir divorcer. Un résultat qui s'inscrit dans la foulée du référendum sur l'avortement, légalisé il y a tout juste un an par 67 % des votantEs. Au-delà du vote lui-même, la mobilisation des Pro-choix avait été remarquable : alors que 10 ans auparavant, seules quelques milliers de personnes sortaient dans la rue pour protester, elles étaient des dizaines de milliers en septembre 2018 à scander « *Not the Church, not the State, women must decide their fate !* »¹ Cette campagne massive et victorieuse ne s'est pourtant pas faite simplement, étant donné le poids symbolique et financier de l'Église. Mais le mouvement pour l'IVG « libre, sûre et gratuite » a été un indicateur de l'ébranlement de cette institution déjà fragilisée à la fois par un rejet de plus en plus important chez les jeunes, et par une série de scandales

(exploitation des femmes envoyées dans les couvents, l'affaire des « Tuam babies »²...).
Le centre-droit, malgré tout
La mobilisation pour l'avortement n'est pas la seule victorieuse ces dernières années : le mouvement contre la tarification de l'eau entre 2014 et 2017 est également une victoire sociale et politique, ainsi qu'une réussite pour les organisations de gauche, qui ont su dépasser le sectarisme et construire un front unique en partant de la mobilisation populaire. Cette stratégie leur a permis d'asseoir une certaine légitimité et de gagner 6 députéEs en 2016, d'élargir leur champ d'action et le nombre de sympathisantEs tout en diffusant une lecture plus radicale des rapports sociaux alors que les personnes se saisissaient des outils d'auto-organisation. Cependant, même si en Irlande du Nord plusieurs militantEs de People Before Profit (construit autour du SWP et présent au Sud) ont été élus lors des scrutins de ce week-end,



DR

l'extrême gauche reste en dessous de 3 % en Eire (République d'Irlande, au Sud) aux municipales et aux européennes. Fine Gael et Fianna Fail, partis de centre-droit au pouvoir depuis les débuts de l'État Irlandais, conservent à eux deux 50 % des voix et maintiennent leur légitimité dans les urnes malgré leur rôle dans la mise en place des politiques d'austérité et leur proximité avec l'Église : l'Irlande catholique, des propriétaires agricoles et des classes supérieures garde sa supériorité électorale face à celles et ceux qui se sont mobilisés contre la tarification de l'eau et pour l'avortement.

Percée des Verts
Reste une surprise dans ces deux élections : la percée du Green Party. De moins de 2 % en 2014, il est

aujourd'hui à 7 %. Là encore, la rue s'est montrée convaincante : comme dans de nombreux pays, les jeunes se sont mis en grève et ont manifesté pour le climat. Le mouvement Extinction Rebellion s'est implanté sur l'île émeraude, autre témoin d'une préoccupation écologique croissante, qui s'est traduite dans le vote pour les Verts. Pourtant, il y a peu à attendre d'un parti qui s'est allié avec Fianna Fail pour approuver en 2016 la construction d'un gazoduc au nord-ouest de l'île, et qui se satisfait de la gratuité des transports en commun le samedi pour les enfants et d'une taxe carbone pour que les revenus bas et moyens « payent leur part ». La percée des partis de la gauche radicale aux élections de 2016 était très liée au mouvement contre la tarification de l'eau. Leur résultat à celle de ce week-end confirme encore la nécessité pour la gauche d'être à la base des mobilisations, afin de construire les mouvements qui donnent de la confiance aux masses dans la capacité à gagner.

Ju Chiro

1 – « Ni l'Église, ni l'État, les femmes doivent décider de leur destin ».
2 – En 2016-2017, des fouilles ont permis de découvrir une fosse commune dans un orphelinat catholique à Tuam, montrant que 800 enfants pauvres ou nés hors mariage, sont morts des suites de négligences durant les années 1920-1960.

GRÈCE Défaite à gauche, toute !

Sombre soirée électorale grecque : aux élections européennes, régionales et municipales, la droite obtient une nette victoire, l'extrême droite se maintient, et la gauche réformatrice et radicale subit une lourde défaite. Battu aux trois élections, Tsipras veut avancer à fin juin les élections législatives prévues pour l'automne.

La victoire de la droite est nette aux 3 élections : aux européennes, elle passe de 22,7 % en 2014 à 33,2 %, devançant Syriza de 9,4 points, alors que certains sondages récents voyaient un faible écart avec Tsipras. Aux régionales, elle est en tête partout sauf en Crète et l'emporte dès le 1^{er} tour dans plusieurs régions du nord. Aux municipales, il est trop tôt pour bien déchiffrer les résultats mais, déjà, la droite emporte des villes comme Volos ou Glyfada, on a un second tour entre listes de droite au Pirée et à Thessalonique. Cette droite victorieuse est dangereuse : nationaliste (avec à sa direction des ex-fachos), népotiste (son chef, peu compétent, est le fils de l'ex Premier ministre Mitsotakis, et le candidat en tête pour la mairie d'Athènes est son neveu), libérale à la chilienne (volonté de facs privées, d'instaurer le travail le dimanche...), et même gangstériste (maire de Volos ; armateur pirate propriétaire de nombreux médias et sponsor de la droite). En outre, le danger nazi n'est pas du tout écarté : Aube dorée fait certes 4,8 % aux européennes (9,4 % en 2014), mais un de ses clones, sans troupe de SA mais vendeur de racisme sur des télé privées, fait 4,1 %. Et à Athènes, elle fait encore 10,5 % (16,2 % en 2014).



DR

Défaite de toute la gauche
Bien sûr, Syriza paie très cher la désillusion des jeunes et des travailleurEs qui avaient cru en 2015 qu'ils pourraient avec ce gouvernement vaincre l'Europe du capital et ses mémorandums : 1 million de voix en moins depuis janvier 2015, mais avec une moindre participation. Les récentes mesures prises par Syriza, devenu ouvertement social-démocrate, sont certes un petit soulagement, mais elles ne font pas oublier que la bataille de fond n'a pas été menée, et clairement abandonnée malgré la victoire du référendum de 2015. Aux régionales, sauf dans quelques cas, ce n'est certes pas un effondrement, et Syriza reste de très loin le second parti aux européennes (23,8 %, 26,5 % en 2014), mais perd presque partout. Pour les municipales, l'intitulé très divers des listes ne permet pas en cet instant d'avoir une idée précise, mais on voit par exemple Syriza passer à Patras de 15,4 % en 2014 à 6,7 %, à Volos de 24,2 % (avec des écologistes) à 12,4 %... À gauche de Syriza ce n'est guère mieux, et le discours sectaire du KKE n'a pas payé : 5,6 % aux européennes (6,1 % en 2014), il enregistre souvent des pertes aux municipales et aux régionales. Le rassemblement anticapitaliste Antarsya ne fait pas mieux et, pire, s'est ouvertement divisé, avec deux listes à Athènes, dans les banlieues de Kallithea et Zografou, fruit d'une division durable et de sectarisme, mélange de gauchisme et d'opportunisme. Ajoutons Unité populaire (0,58 % aux européennes, contre 0,7 % pour Antarsya), parfois unitaire (2 % à Kallithea, 2,45 % à Zografou), souvent sectaire (1,9 % à Nea Smyrni, alors que la liste enracinée et soutenue par Antarsya fait 4,1 %). L'enjeu à gauche pourrait sembler clair : dans le contexte grec, il faut faire barrage à la droite, et cela dès maintenant, et cela sans cautionner pour autant la politique de Syriza. Il reste un mois pour construire des mobilisations unitaires qui mettent en avant des perspectives populaires crédibles et relancent le mouvement à gauche toute...
À Athènes, A. Sartzekis

RETOUR SUR UNE SÉQUENCE ÉLECTORALE CALAMITEUSE

Avant même que les résultats ne tombent le dimanche 26 mai au soir, nous pouvions déjà mesurer à quel point la campagne des européennes était un désastre, qui n'avait aucune chance de déboucher sur quoi que ce soit de positif. Car c'est à un véritable hold-up que l'on a assisté, réalisé conjointement par LREM et le Rassemblement national, avec la complicité de quelques alliés et de grands médias friands de la bipolarisation de la vie politique et prêts à tout pour faire de l'audimat à grands coups de « clash », de « face-à-face » et autres « duels » dépolitisants.

Un duel entre Macron et Le Pen

Emmanuel Macron avait lancé les hostilités début mars, en publiant une tribune dans la presse française et dans divers quotidiens européens (*The Guardian*, *Die Welt*, *El Pais*, *Corriere della Serra*...), dans laquelle il se posait en chantre de la « *renaissance européenne* » et en chef de file du « *progressisme* » face au « *repl nationaliste* ». En d'autres termes, et de manière transparente, le ton était donné : les élections européennes se dérouleront, en France, à un duel entre Macron et Le Pen. Un calcul de l'Élysée, fondé sur l'expérience du second tour de la présidentielle, où le candidat Macron avait été élu en se posant comme seul « rempart » face à l'extrême droite. Un calcul qui n'a pas manqué d'arranger Le Pen, Bardella and co, trop heureux d'être légitimés comme seule alternative crédible face au pouvoir.

Et dès le 4 avril, lors du premier « grand débat » organisé par France 2 et France Inter, en présence de 12 candidatEs, les éditorialistes étaient à l'unisson. Quel premier thème pour un tel débat, en plein mouvement des Gilets jaunes ? « *La vaste question des frontières, de la souveraineté, de l'immigration, de la défense et de la gouvernance européenne* »¹, selon les termes d'Alexandra Bensaïd, matinalière de France Inter. Et comment cette « vaste

question » se pose-t-elle ? *« Alors il y a les modérés comme vous, Nathalie Loiseau, qui parlent simplement d'une remise à plat de Schengen, et puis il y a des radicaux qui veulent tout simplement en sortir »*, selon Nathalie Saint-Cricq, responsable du service politique de France 2. La belle alternative que voilà.

Exit les questions sociales qui, ce soir-là, n'auront droit de cité qu'à partir de 23 h, une heure où, comme l'avait alors fait remarquer Ian Brossat, *« les premiers concernés par ce sujet sont en réalité déjà couchés puisqu'ils vont travailler demain matin »*. Exit en outre, concernant les questions de frontières et d'immigration, les positions alternatives à la « radicalité » de Jordan Bardella et à la « modération » de Nathalie Loiseau, dont on se souvient qu'elle évoquait, en mai 2018, le *« shopping de l'asile »*, et qu'elle a déclaré lors de la campagne que *« personne ne doit rentrer en Europe s'il n'y est pas invité »*.

« Modérée », on vous dit.

«Le vote utile, désormais, c'est le vote Rassemblement national»

Ce « grand débat » de France 2 et France Inter n'est qu'un exemple parmi bien d'autres, et il est impossible de compter le nombre d'émissions, de reportages ou de programme divers qui ont contribué à construire cette alternative mortifère, en valorisant les thématiques, voire les positions de l'extrême droite. Rien de nouveau, diront certains. Vraiment ? On a en réalité assisté à un bougé notable lors de cette séquence, avec la multiplication des brevets de « responsabilité » décernés à Le Pen et Bardella, par ceux-là même qui, après le débat du second tour de la présidentielle de 2017, expliquaient que la dirigeante du FN-devenu-RN n'avait pas la « stature ».

Dès le mois de janvier, Daniel Schneidermann faisait ainsi remarquer, dans *Libération*, suite à divers reportages et interviews de Marine Le Pen, que le ton avait changé à l'égard de cette dernière, a fortiori dans le contexte du mouvement des

Gilets jaunes et de l'incapacité du gouvernement à reprendre la main et, surtout, à ramener l'ordre: « *Quelle chose est pourtant en train de cristalliser, que l'on pourrait résumer ainsi: si pour sauver l'État du chaos jaune, pour préserver l'ordre, la solution s'appelle Le Pen, alors s'il faut y passer...* » Un sombre pronostic, partiellement confirmé durant la campagne même s'il serait hâtif d'en conclure que Le Pen serait désormais le second choix des classes dominantes. Mais lorsque l'on entend un sondeur multimédia comme Jean-Daniel Lévy déclarer tranquillement sur LCI² que « *quand Marine Le Pen ou les représentants du RN parlent, on les comprend, et on pense que leur bilan de la société française est relativement en cohérence avec la manière dont les Français vivent le quotidien, [et qu']il y a une forme de crédibilité de la parole des représentants du RN* », c'est qu'il se passe malheureusement quelque chose. Et l'on ne s'attardera pas sur le cas d'Olivier Truchot, animateur des « Grandes gueules » sur RMC et éditorialiste sur BFM-TV : « *Si on veut voter contre Macron, le vote utile, désormais, c'est le vote Rassemblement national* ».

Polarisation politique mortifère

Co-construction du « duel » Macron-Le Pen, relégation des thématiques sociales au profit des obsessions du Rassemblement national, accompagnement et légitimation de la normalisation/responsabilisation de l'extrême droite : une dynamique globale qui a considérablement pesé sur la campagne, pour le plus grand bonheur des deux meilleurs ennemis Le Pen et Macron, avec les résultats que l'on connaît. Il ne s'agit pas ici de tout réduire aux résultats des élections, qui ne sont bien évidemment qu'une traduction très déformée des rapports de forces politiques, sociaux et idéologiques, a fortiori lorsque près d'un Électeur inscrit sur deux ne s'est pas déplacé pour voter. Mais la tonalité dominante de la campagne, produit des choix stratégiques de LREM et du RN, et du suivisme intéressé des chefferies éditoriales, a de quoi inquiéter. Il importe en effet de prendre la mesure de ces évolutions et des dangers qu'elles portent, avec les risques d'une polarisation politique autour de thématiques et de forces mortifères pour notre camp social. Les élections et les campagnes électorales cristallisent des dynamiques réelles, auxquelles les rapports sociaux ne peuvent évidemment être résumés, mais qui constituent néanmoins l'une des données importantes de l'environnement dans lequel nous agissons. Et si l'ensemble des bilans de la récente séquence électorale ne peuvent à l'heure actuelle être tirés, nul doute qu'il serait hasardeux de considérer qu'il ne s'agirait que d'une parenthèse dans la lutte de classe.

1 – D'après une transcription réalisée par Acrimed (idem pour les citations suivantes).

2 – D'après une transcription réalisée par le journaliste Samuel Gontier (idem pour les citations suivantes).

ÉLECTIONS EUROPÉENNES



ATTENTIO DANGER

Si tous les enseignements du scrutin du 26 mai ne peuvent être tirés, nul doute que les résultats des élections européennes soient un bon indicateur de certaines des grandes tendances à l'œuvre en Europe: poursuite et approfondissement de la crise de la zone euro, absence d'alternative à gauche de « l'hyper centre », développement parallèle des extrêmes droites – dans leur diversité. Nous opérons dans ce dossier essentiellement consacré à la situation française, sur ces élections, et sur la situation, de manière certes déformée, de la situation politique en France.

QUELQUES LEÇONS DU SCRUTIN E

Si Emmanuel Macron a échoué dans son pari de voir la liste LREM se classer en tête des élections européennes, il serait hâtif d'en conclure que les résultats globaux du scrutin sont une défaite en rase campagne pour le pouvoir en place. Car les votes de dimanche dernier, si on tente de les observer avec un peu de nuance, montrent que Macron et les siens ont partiellement réussi leur pari, notamment celui consistant à construire une polarisation LREM-RN et à reléguer loin, très loin, tout autre prétendant aux responsabilités. Il est beaucoup trop tôt pour tirer des conclusions définitives du scrutin européen, notamment dans une période d'instabilité où les déplacements de voix peuvent être rapides, mais il n'en demeure pas moins que certaines tendances, pour le moins inquiétantes, se dégagent.



ENNES

ON
!

nt, à l'heure actuelle,
opéennes sont un
re en France et en
l'Union européenne,
fois spectaculaire
r un premier retour,
r ce qu'elles révèlent,

EUROPÉEN



Débat lors de la présidentielle 2017. DR

Avec des scores de 6,19 % pour le Parti socialiste et de 8,48 % pour Les Républicains, la tendance déjà à l'œuvre lors de la présidentielle de 2017 se confirme, en se renforçant : les deux partis qui ont, au cours des dernières décennies, assuré l'alternance dans la gestion de l'État et des affaires de la bourgeoisie, s'effondrent. On se souviendra qu'en 2014, ces deux courants avaient réuni respectivement 13,98 % et 20,81 % des voix, lors d'un scrutin déjà remporté par l'extrême droite de Marine Le Pen. La France fait partie de ces nombreux pays dans lesquels les classes dominantes sont en recherche d'une représentation politique stable, et éprouvent de grandes difficultés à la trouver. Mais à l'échelle européenne, on peut relever la stabilité ou le retour de certaines formations « traditionnelles » (plus de 30 % pour la social-démocratie dans l'État espagnol, une CDU-CSU allemande en recul mais tout de même aux alentours de 29 %, le Parti populaire autrichien et le Parti social-démocrate d'Autriche aux deux premières places, etc.).

Semi-échec pour Macron

La 2^e place de Macron est en effet, à bien des égards, un échec. À l'échelle des principaux pays européens, et à l'exception de la Grande-Bretagne, qui traverse une crise bien spécifique, LREM est en effet la seule formation politique détenant le pouvoir qui n'arrive pas à se classer première lors du scrutin. Une confirmation de la faiblesse de la base sociale et électorale de Macron, a fortiori dans la mesure où les premiers chiffres indiquent que LREM a considérablement « mordu » sur l'électorat traditionnel de la droite et donc, logiquement, et ce malgré le chantage au « rempart » face à l'extrême droite, perdu une partie significative de ses électeurEs de 2017. Selon les données disponibles, Macron ne retrouverait que 54 % de ses électeurEs de 2017, contre 80 % pour Le Pen et le Rassemblement national. Autant dire que l'instabilité demeure et que celui qui avait été vu en 2017, par d'importants secteurs de la bourgeoisie, comme une solution pour sortir de la crise des institutions de la 5^e République, fait aujourd'hui partie du problème.

Mais, dans le même temps, les petits calculs de Macron et des siens ont réussi : en contribuant, par des politiques et des discours ultralibéraux et réactionnaires, à l'effondrement de la droite dite républicaine, et en installant l'extrême droite comme seule opposition crédible, Macron continue d'apparaître, pour les classes dominantes, comme le moins mauvais choix. Ce qui ne va pas manquer de l'encourager à poursuivre ses contre-réformes et ses politiques autoritaires, en continuant d'affirmer qu'« il n'y a pas d'alternative »... sinon l'extrême droite. La porte-parole de LREM Aurore Bergé a ainsi pu déclarer, sans ciller, aux lendemains du scrutin : « *Les Français ont fait le choix de rompre avec le clivage entre la droite et la gauche. Et nous sommes les seuls capables de battre l'extrême droite. Aujourd'hui nous devons maintenir notre cap et notre cohérence.* » Autant dire que de nouvelles batailles se préparent...

Face au danger de l'extrême droite, la gauche au plus bas

Et ce n'est pas du côté de la gauche que l'espoir est permis, avec un score cumulé historiquement bas, une chute vertigineuse de la FI et, dans les rapports de forces internes, un score cumulé FI-PC inférieur au score PS-Génération-s (8,8 % contre 9,5 %). Les seuls à sembler tirer leur épingle du jeu sont les écologistes, avec 13,47 % des voix, ce qui confirme, malgré les dynamiques contradictoires au sein de l'électorat d'EÉLV, que la gauche est au plus mal. Yannick Jadot, tête de liste EÉLV, n'a en effet eu de cesse de répéter durant la campagne que l'écologie qu'il défendait n'était « ni de droite ni de gauche », et qu'elle était compatible avec une économie de marché. Des déclarations en complet décalage avec la radicalité qui s'exprime, notamment dans la jeunesse, sur les questions de justice climatique, et avec la compréhension que c'est bel et bien « le système » qu'il faut changer. Mais c'est toutefois EÉLV qui semble bénéficier des légitimes préoccupations écologiques, ce qui démontre que des batailles restent à mener pour convaincre que l'écologie est incompatible avec le capitalisme.

À l'extrême gauche, le score de la liste de LO (0,78 %), pour laquelle le NPA avait appelé à voter, ne traduit pas de dynamique permettant d'espérer, en l'état actuel des choses, une inversion de la tendance. La campagne de LO, peu en phase avec les mobilisations concrètes et articulées autour d'un mot d'ordre très général de dénonciation du « grand capital », n'a probablement pas aidé, mais c'est avant tout la difficulté à construire des mobilisations victorieuses, redonnant de l'espoir et du crédit à l'idée de la possibilité d'un changement radical de société, qui permet de comprendre le manque de crédibilité des propositions des organisations anticapitalistes et révolutionnaires.

Reconstruire un projet émancipateur

Au total, et même si les résultats du 26 mai traduisent des tendances bien réelles, on ne peut qu'être d'accord avec Barbara Stiegler : « *Les résultats sortis des urnes ne rendent absolument pas compte de tout ce qui s'est produit d'inouï, de complètement inédit dans notre vie politique depuis six mois. Où est le mouvement des Gilets jaunes dans les urnes ? Nulle part. Cette distorsion spectaculaire montre qu'il y a un dysfonctionnement majeur dans notre démocratie.* »¹ Un dysfonctionnement majeur qui, malgré ses jérémiades « anti-système », bénéficie aujourd'hui en premier lieu à l'extrême droite, dont les résultats témoignent d'un ancrage bien réel, entre autres dans les catégories populaires, même si c'est l'abstention qui domine toujours chez ces dernières. Les élections du 26 mai sont un avertissement : sans mobilisation sociale d'ampleur débouchant sur une ou des victoires et sans construction d'autres perspectives, autour d'un projet émancipateur, que la vraie fausse alternative Macron-Le Pen, ces élections européennes pourraient s'avérer être une répétition générale de la présidentielle de 2022, avec l'hypothèse du pire.

1 – « Barbara Stiegler : "Ce scrutin ne rend pas compte de ce qui s'est produit d'inouï en six mois" », liberation.fr, 27 mai 2019.

UN RASSEMBLEMENT NATIONAL PLUS QUE JAMAIS MENAÇANT

Comme en 2014, c'est le Front national, devenu Rassemblement national, qui est arrivé en tête du scrutin européen. Le signe qu'un certain nombre de leçons n'ont pas été tirées et que ceux qui se posent comme « rempart » face à l'extrême droite ne font en réalité qu'alimenter le développement des courants ultra-réactionnaires, ultra-autoritaires et racistes. Et si le FN/RN n'a pas « explosé » les compteurs, il serait particulièrement dangereux de penser que les européennes de 2019 n'ont été qu'une répétition des européennes de 2014.

Des tendances lourdes

Si l'on s'en tient aux chiffres, la baisse relative du score du FN/RN (23,31 % en 2019, contre 24,86 % en 2014) ne doit pas occulter le fait que, dans la mesure où la participation globale a augmenté (50,12 % contre 42,43 %), leur score en nombre de voix a lui aussi augmenté : 5 281 745 contre 4 712 461, soit plus de 500 000 voix gagnées. Et l'on n'oubliera pas en outre la multiplication des « petites listes » à l'extrême droite qui, de Dupont-Aignan à Renaud Camus en passant par Philippot ou l'Alliance royale (sic), font monter le score global des extrêmes droites à près de 30 %. Ce qui, au vu du caractère outrancier (assumé) de certaines d'entre elles, est une forme de révélateur d'une dynamique d'ensemble particulièrement inquiétante.

Une augmentation en voix donc et, deuxième indice guère rassurant, la confirmation de la consolidation d'un électorat pour Le Pen et ses sbires : selon toutes les enquêtes, c'est en effet l'électorat du FN/RN qui est le moins volatil, avec un taux de fidélité supérieur à 80 % et un degré de conviction (qui s'exprime notamment dans le moment de la prise de décision du vote) particulièrement élevé. Qui plus est, les caractéristiques sociales de cet électorat demeurent, ainsi que le rappelle Roger Martelli : « *Le vote du 26 mai a confirmé ce que l'on sait depuis quelques années et que les sondages annonçaient. Parmi ceux qui votent, un quart des employés, 40 % des ouvriers, un tiers de ceux dont la formation est inférieure au bac, près d'un tiers des revenus les plus bas auraient choisi de voter pour la liste patronnée par Marine Le Pen.* »¹



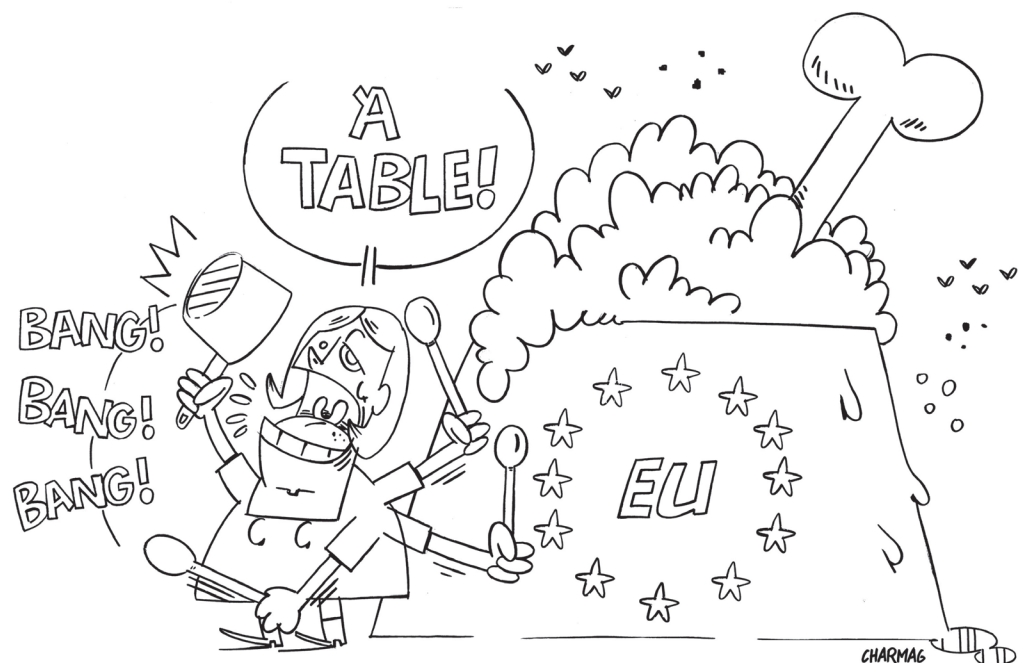
Mai 2019 à Milan. DR

Une extrême droite « responsable » ?

Des tendances inquiétantes qui se confirment et s'accroissent dans un contexte où l'extrême droite version Le Pen poursuit sa mue dans une quête de respectabilité et de crédibilité. Il est fini le temps du vieux Le Pen qui répétait qu'il ne prétendait pas au pouvoir. À de nombreuses reprises durant la campagne, comme cela avait déjà été le cas lors de la présidentielle, Le Pen et son poulain Jordan Bardella se sont ainsi posés en majorité d'alternance à Macron, quitte à moduler considérablement leur discours concernant l'Union européenne. La sortie de l'UE et de l'euro, qui étaient deux mesures phares du programme européen du FN en 2014, ont en effet disparu des écrans radars. Invitée de « l'Émission politique » de France 2 en mars dernier, Marine Le Pen justifiait ce changement par le fait que, avec l'accession au pouvoir de l'extrême droite dans un certain nombre de pays européens, au premier rang desquels l'Autriche et l'Italie, la question se posait différemment : « *Pendant longtemps, nous n'avions pas le choix : il fallait s'y soumettre ou en sortir. Nous étions trop isolés pour peser véritablement.* » Face à la « *dictature de Bruxelles* », la solution ne résiderait plus dans une sortie unilatérale mais dans une « *alliance européenne des nations* ». Ce faisant, et même s'il n'a pas renoncé à ses fondamentaux concernant l'immigration, avec une surenchère raciste qui satisfait un électorat dont la première motivation demeure, selon toutes les enquêtes, le rejet des étrangerEs, le RN a continué de vouloir se poser toujours davantage en majorité d'alternance crédible, grandement aidé en cela par Macron et LREM qui ont désigné l'extrême droite

comme seul adversaire digne de ce nom. Un cadeau offert à Le Pen et Bardella qui, vantant les mérites et les « succès » de Salvini en Italie, se sont taillé un costume de dirigeants politiques de plus en plus « crédibles », apparaissant au total, sans nécessairement susciter une pleine adhésion à leur projet réactionnaire, comme étant le meilleur « rempart » face à Emmanuel Macron et à ses politiques. Au petit jeu du « référendum anti-Macron », c'est donc – sans surprise – l'extrême droite qui s'est imposée, certainEs se revendiquant même d'un « vote utile » pour la liste conduite par Jordan Bardella... Ce scrutin européen est une nouvelle démonstration que les extrêmes droites se nourrissent des politiques menées par les prétendus « progressistes » et de leur incapacité à juguler les effets économiques et sociaux d'une crise du capitalisme qui dure depuis 10 ans et qui accroît chaque jour un peu plus les inégalités, la misère et le désespoir. Un véritable carburant pour les courants d'extrême droite et de droite extrême, qui bénéficient en outre de la reprise de leurs propositions autoritaires et racistes par les partis « traditionnels », formidable rampe de lancement pour des mouvements qui prônent un nationalisme chauvin et xénophobe, un « retour à l'ordre » et des mesures économiques libérales, voire ultralibérales qui, quand bien mêmes elles seraient mâtinées de protectionnisme, ne remettent nullement en cause le fonctionnement du système capitaliste et peuvent donc leur attirer la sympathie de certaines franges du capital. Pour le dire sans détour, et sans verser dans le catastrophisme : la menace est bien là.

1 – Roger Martelli, « Après les européennes, la crise s'épaissit », regards.fr, 27 mai 2019.



CASTANET (31)

La réorganisation ne passe pas... comme une lettre à La Poste

Depuis maintenant sept semaines, une grosse dizaine de facteurs et factrices d'un centre de distribution à Castanet, près de Toulouse, sont en grève contre une réorganisation imposée par la direction.

Prétextant le déménagement dans de nouveaux locaux, la direction veut mettre en place des pauses méridiennes (faisant terminer la journée de travail bien plus tard que d'habitude), un îlot qui diviserait l'équipe actuelle et des tournées sacoches (certainEs postierEs ne feraient que du tri, et d'autres que de la distribution pendant 7 heures et sans pouvoir trier leur propre tournée).

Des grévistes motivés

Tournée des éluEs, pétition, cagnotte en ligne... les grévistes ont cherché à s'adresser à la population locale, directement concernée, mais aussi à leurs collègues des autres centres de distribution : celui de Labège avec qui ils et elles seront regroupés, celui du Mirail dont la réorganisation ne va pas tarder... Un samedi, des collègues de Nailloux et Cugnaux se sont mis en grève et leur ont rendu visite sur le piquet ! Enfin, le 18 mai, ils et elles ont pu échanger avec leur collègue guichetier Olivier Besancenot, en visite pour la fête locale du NPA, ils et elles ont fait tourner caisse de grève et pétition... et ont pris la parole lors du meeting pour populariser leur grève.

Cela reste cependant difficile d'étendre la grève : les attaques bureau par bureau de la direction n'aident pas à construire une riposte d'ensemble, qui pourrait pourtant mettre un coup d'arrêt au bal des réorganisations.



DR

Une direction bornée

Le directeur d'établissement et les autres personnes envoyées pour négocier ont pu mettre en pratique tout ce qu'ils apprennent dans leur formation de gestion de crise : mépris, fausse sympathie, attaques individuelles, faux espoirs et chantages sur la paie... La direction ne veut lâcher sur rien et fait tourner les grévistes en bourrique avec des négociations quasi-quotidiennes. La mise en place de l'îlot ? « Question de principes » ont-ils dit. Mais ils ne s'attendaient pas à une telle détermination de la part des grévistes !

Alors, vendredi dernier, les grévistes de Castanet sont retournés devant la direction générale pour un rassemblement... en commun avec une quarantaine de postiers du 65 en grève depuis trois semaines contre le même type de réorganisation. Lassés du mépris de la direction qui ne veut rien entendre, tous les grévistes ont fini par monter dans la salle du Comité technique pour faire entendre leurs revendications : quand c'est trop, c'est trop !

Affaire à suivre...

Correspondante

FORD BLANQUEFORT

Justice et lutte de classe

Notre résistance s'avérera peut-être n'être au final que de l'acharnement thérapeutique. On verra bien. En attendant, nous sommes un certain nombre à croire qu'il reste possible de sauver cette usine, les quelques centaines d'emplois directs et derrière quelques centaines d'autres induits. Et notre dernière cartouche est – semble-t-il – la justice.

Ce n'est pas le terrain habituel de la lutte des classes, mais quand même un moyen de défendre nos intérêts de travailleurs, notre droit à l'emploi. En tout cas, sur le papier, nous avons des raisons de croire que nous pouvons perturber le scénario établi, à savoir empêcher la fermeture de l'usine et les licenciements.

Des précédents

Car pour licencier économiquement, il faut une cause économique. Et sans cause économique, il n'est pas possible théoriquement, légalement, de licencier. C'est écrit dans le droit social en France. C'est d'ailleurs à ce titre que de nombreux syndicats ont pu gagner en justice ces dernières années : les Conti, les Moulinex... Les décisions des tribunaux avaient déclaré les licenciements sans cause réelle et sérieuse, donc abusifs.

Mais les lois sont décidément mal faites, car même quand un patron perd, il n'est pas obligé de réintégrer. La réparation reste donc très limitée, d'autant plus maintenant avec le plafonnement des indemnités prudhomales. La réintégration n'est pas prévue dans le droit français. Ce qui limite la portée d'une victoire même si elle permet d'augmenter sensiblement les indemnités de départ. Cela ne console pas de la perte d'un emploi mais soulage un peu quand même.

Notre bataille nous ayant au moins donné des délais importants, nous avons le temps de saisir la justice avant la fermeture de l'usine et la notification des licenciements. Les juges ayant accepté la procédure de jugement en urgence (assignation à la minute) l'audience aura lieu le 4 juin et normalement une décision devrait être rendue un mois plus tard, début juillet.

Continuer à se faire exploiter ?

Cela signifie que si les juges nous donnent raison, s'ils constatent l'absence de cause économique, alors ils invalident la fermeture et les licenciements. Et Ford n'a



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

plus le droit de nous licencier. Cela ne résout certes pas tout mais dans notre situation, c'est déjà quelque chose : au minimum, cela repousse le licenciement et cela permet de relancer les discussions d'une reprise éventuelle de l'usine et de l'activité, donc offre la possibilité de préserver des centaines d'emplois.

Ce n'est pas vraiment une perspective révolutionnaire. Comme le diraient les camarades de Lutte ouvrière, est-ce bien raisonnable de se battre ainsi pour garder son emploi ? Pourquoi continuer à se faire exploiter et en plus sans savoir à quelle sauce on se fera encore exploiter par un repreneur forcément capitaliste et rapace ? Mais le problème est que, pour vivre dignement, nous n'avons pas encore inventé mieux qu'un salaire. Si nous pouvions garder notre salaire sans l'emploi, on serait pour. Mais ce n'est pas vraiment possible.

Alors pour l'équipe syndicale que nous sommes, pour des collègues, même peu nombreux, la bataille pour la défense des emplois est primordiale. Et puis, ne pensons pas qu'à nous, car c'est

aussi primordial pour touTEs les salariéEs dont l'emploi dépend de l'activité de cette usine, ce que l'on appelle les emplois induits dans la région. Donc ça compte pour plein de gens, même des gens qui n'en ont pas forcément conscience aujourd'hui.

Une usine qui ferme, c'est une catastrophe pour une région

Le problème surtout chez nous, dans nos têtes, dans celles des collègues et des autres salariéEs, c'est le niveau de résignation, c'est de penser qu'on ne peut rien faire d'autre que revendiquer des primes les plus fortes possible, ce que certains appellent « faire cracher » les patrons. C'est la seule perspective qui nous apparaîtrait réaliste. Et comme le travail est si pénible, si dégradé, si destructeur, si aliénant... le réflexe c'est de vouloir partir vite quand on est virés. C'est légitime, mais pour faire quoi après ? Chercher et parfois trouver un autre boulot mais souvent plus précaire, plus mal payé et où nous sommes encore plus mal considérés ?

Il n'y a sûrement pas de solution parfaite. Mais la bataille pour sauver une usine, le plus d'emplois possible, n'en est pas une si mauvaise que ça. Car une usine qui ferme c'est une

catastrophe pour une région, c'est toute une population qui finit par le payer. C'est pour cela que nous essayons de bousculer des pouvoirs publics complètement passifs, incapables d'agir, d'être utiles, de se confronter à Ford. Il en va ainsi de l'État, du gouvernement, qui avaient pourtant fait des déclarations tonitruantes contre Ford, sa « trahison », ses licenciements boursiers. Mais aujourd'hui que font-ils tous ? Nous les avons sollicités pour appuyer notre action au TGI et, à ce jour, aucune réponse, ni oui ni non, le silence absolu. Ils auraient pourtant là une occasion de sortir de leur « impuissance » et d'être efficaces enfin.

Parce que certaines lois existent (encore), la justice, pourtant « de classe », peut rendre une décision qui va ponctuellement dans le sens des intérêts de notre classe, celle des travailleurEs. Cela s'est déjà vu. Une décision qui dirait que ça vaut le coup de ne pas baisser les bras et qu'une multinationale ne peut pas faire absolument tout ce qu'elle veut, qu'il n'y a pas d'impunité éternelle, qu'il est possible de s'en prendre au pouvoir patronal, que nous pouvons à un moment donné faire interdire des licenciements. Cela existe dans le droit : alors on fait.

Philippe Poutou

OISE Mobilisations en soutien aux migrantEs

«On est là et ils ne partiront pas»

À Beauvais, Madame et Monsieur T et leurs trois filles étaient menacées d'expulsion. Pendant des mois nous avons accompagné les parents au commissariat de police lorsque, assignés à résidence, il et elles devaient y pointer. Pendant des mois, chaque vendredi, nous nous sommes rassemblés devant l'école où sont scolarisées leurs enfants. La pétition mise en ligne a rassemblé plus de 2000 signatures. Le 26 avril, nous avons manifesté dans Beauvais jusqu'à la préfecture, pour protester contre l'OQTF qui venait d'être décidée. Les copains et les copines de classe

étaient là tenant la banderole et criant à tue-tête « Nous on est là et ils ne partiront pas ». Un courrier demandant au préfet de leur accorder un droit au séjour enfance famille a été remis. Vendredi 24 mai, nous nous sommes à nouveau réunis devant l'école, cette fois-ci pour célébrer la victoire : il et elles ne partiront pas.

Correspondant

Avec les jeunes migrantEs

Dans l'Oise, des dizaines de jeunes migrantEs mineurs sont parqués dans les hôtels de Beauvais, Creil, Compiègne. Clairement, le Conseil départemental cherche, en les isolant à la périphérie des villes,

à les invisibiliser, et joue la montre dans l'attente que ces jeunes atteignent leur majorité. Le jour de leurs 18 ans, ils seront mis à la porte sans ménagement. Le lundi 6 mai, un collectif de 20 associations a organisé un pique-nique de protestation devant le Conseil départemental à Beauvais. Plusieurs migrantEs sont intervenus pour dénoncer leurs conditions d'accueil dans ces hôtels : peu voire pas de prise en charge éducative, peu voire pas d'aides pour les démarches administratives, aucune scolarité, un suivi médical quasi inexistant, des repas inadaptes. Nous croisant lors de ce rassemblement, le directeur général des services, plein de

morgue néocoloniale, a lancé aux jeunes : « Vous devriez nous remercier ».

Depuis cette date, les jeunes migrantEs ont été reçus par plusieurs chefs de service de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) pour aborder ce qu'ils voudraient voir modifier dans leurs conditions d'accueil. Première promesse faite lors d'une réunion, le soir les migrantEs auront droit à un repas qui leur sera livré par un traiteur africain !

La lutte continue : aucunE jeune migrantE à la rue, aucunE migrantE à l'hôtel, des contrats jeunes majeurEs pour celles et ceux qui en ont besoin.

Correspondant

SANTÉ Mettre en échec la mécanique Macron

L'exécutif voudrait que le mouvement des Gilets jaunes ne soit qu'un mauvais rêve, appartenant au passé. Il entend reprendre, au plus vite, les chantiers de destruction sociale engagés depuis le début du quinquennat, et veut même mettre les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu, entre autres et notamment dans le domaine de la Santé.

La loi Santé d'Agnès Buzyn, adoptée, à la sauvette, en première lecture, le 26 mars à l'Assemblée nationale, va être débattue au Sénat en 3 jours (!), du 3 au 6 juin.

Ily a urgence

Le gouvernement prévoit de faire adopter le texte définitif avant la période des congés pour une mise en œuvre immédiate. Il aura ainsi les mains libres pour réformer par

LOGEMENT Grenoble : une première victoire qui en appelle d'autres !

C'est une première dans l'agglomération grenobloise. Un arrêté de non-mise à la rue a été signé par le maire de Grenoble qui stipule que « lors de toute expulsion de domicile sur le territoire de la commune, il devra désormais être fourni au maire ou à son représentant qualifié la justification qu'une solution effective, décente et adaptée de logement ou le cas échéant d'hébergement ait été proposée à la ou aux personnes concernées ».

À Grenoble comme ailleurs, cet hiver a été particulièrement difficile pour toutes les personnes sans logement, baladées d'un gymnase à un autre, ou à l'hôtel... Dans l'agglomération, près de 4 000 personnes sont recensées sans-logis et 17 000 demandes de logements sociaux restent toujours sans réponse.... Le front contre les expulsions animé par le DAL 38 s'est fortement mobilisé ces derniers mois, effectuant de multiples actions : contacts réguliers avec les hébergésEs, manifs, conférences de presse, rassemblements, soupes solidaires des mal-logésEs, pressions permanentes sur les maires, la communauté de communes et la préfecture... La marche contre les expulsions du 30 mars a rassemblé plus de 2 000 personnes. Mais c'est sans doute l'occupation d'un bâtiment vide appartenant à la ville de Grenoble par des familles sans-abri le 9 avril dernier, suivie



NPA

d'une violente expulsion par la police, largement médiatisée, qui a poussé le maire à prendre une décision... Seule la lutte paie !

Un mouvement radical et ouvert

La stratégie développée par le DAL 38 et le Front contre les expulsions s'est avérée payante pour plusieurs raisons. Tout d'abord, par sa pratique militante alliant actions radicales et formations sur le « droit inconditionnel au logement pour toutes et tous ». Objectifs qui

supposent une activité sur plusieurs terrains : stages de formation, participation, pour la première fois, aux élections de représentantEs des locataires, permanences juridiques dans plusieurs quartiers populaires de Grenoble et la banlieue, mise en place de piquets anti-expulsion, lutte contre la gentrification de la ville, mobilisation contre le projet de démolition de logements sociaux à la Villeneuve par l'ANRU, la ville et la Métro, réquisition et soutien actif à un squat habité par des personnes migrantes, avec l'obtention d'une convention municipale... et surtout par une pratique démocratique : aucune négociation avec les institutions sans la présence des personnes concernées. Ce qui change considérablement les attitudes des édiles locaux ! Cette activité de lutte unitaire a donné naissance à la création du Front contre les expulsions, dans lequel se retrouvent des syndicalistes

(Solidaires, CNT), diverses associations dont la CISEM (coordination iséroise de solidarité avec les étrangersEs et migrantEs regroupant une quinzaine d'organisations), des squatteurEs, des partis politiques comme le NPA, des libertaires, quelques militants PC, les Lanceurs de tuiles (militantEs FI en rupture avec la majorité municipale)... Il s'agit maintenant de rester vigilants sur la mise en œuvre concrète de cet arrêté... Mais pour le Front contre les expulsions et le DAL 38 ce n'est qu'une étape : la lutte continue pour obtenir la même prise de décision sur l'ensemble de la métropole grenobloise (les 49 communes)... Et bien sûr on continue de harceler la préfecture afin qu'elle utilise ses propres compétences sur l'hébergement avec autant de zèle qu'elle utilise sa police au service de la propriété !

CorrespondantEs

SNCF Éric, cheminot et lanceur d'alerte, menacé de licenciement

Le jeudi 23 mai se tenait le conseil de discipline d'Éric, cheminot depuis 27 ans à Saint-Lazare. Son tort ? S'être mis à genoux devant sa hiérarchie, moyen de dénoncer symboliquement la soumission que l'on exige des cheminotEs à l'heure de la casse des services publics et de la répression de toute forme de résistance.

Lors d'un premier rassemblement le 26 avril, avec plus de 250 personnes, de nombreux collègues d'Éric s'étaient déjà mis en grève pour l'accompagner lors de l'entretien disciplinaire. À partir de ce moment, une campagne de soutien a été lancée par ses collègues, les camarades du syndicat Sud Rail et tous les cheminotEs qui soutiennent Éric, quelle que soit leur étiquette syndicale, sur les réseaux sociaux, avec une page de soutien « *Non au licenciement d'Éric, cheminot et gilet jaune* ». Des centaines de photos de soutien sont arrivées avec la

pancarte #PlusJamaisAGenoux, ainsi que des motions de soutien de nombreux syndicats (Sud Rail, CGT, FO). Il y a même eu un tract unitaire (Sud Rail, CGT cheminots, CFDT et UNSA) à Saint-Lazare, appelant à la mobilisation de touTEs les cheminotEs contre la répression patronale. Des syndicats en dehors de la SNCF ont également envoyé leur soutien.

Large soutien à Éric

Le 23 mai, près de 500 personnes se sont mobilisées pour soutenir Éric, dont de nombreux collègues cheminotEs d'Île-de-France, mais aussi des délégations venues de

Tours, Toulouse, Strasbourg, Amiens, etc. Le rassemblement a été rythmé par de nombreuses prises de parole, Éric Beynel porte-parole de Solidaires, la comédienne Audrey Vernon qui a lu un poème de Victor Serge, Danièle Simonnet de La France insoumise, Jean-Pierre Mercier de Lutte ouvrière, Anasse Kazib, cheminot et l'un des initiateurs de la tribune « *Ne laissons pas la SNCF devenir un nouveau France Télécom* », Linda, cheminote de Rambouillet et aussi en procédure de licenciement... D'autres n'ont pu être là mais ont envoyé leur soutien, comme

Olivier Besancenot, qui avait été présent lors du premier rassemblement. À noter également les interventions des Gilets jaunes de Mantes-la-Jolie, avec lesquels Éric s'organise et milite depuis plusieurs mois, d'une postière du 92 en grève depuis plus d'un an, des étudiantEs de Nanterre, d'Ariane (collectif féministe Du pain et des roses), et de Christelle, hospitalière mobilisée à Paris. Entre les différentes interventions, on a pu écouter les chansons de la Compagnie Jolie Môme, venus spécialement pour l'occasion.

Correspondante

ANTIRACISME

« Stop Dublin ! » : résistance face à l'Europe forteresse

C'est sur la frontière catalane entre la France et l'État espagnol, au Perthus (Pyrénées-Orientales), qu'a eu lieu, dans le cadre de l'initiative européenne Stop Dublin Campaign (qui a mobilisé plusieurs milliers de manifestantEs), la marche « Sauvons le droit d'asile, stop Dublin », samedi 25 mai.

Date hautement symbolique : la veille des élections dans une Europe forteresse de plus en plus raciste, dont la procédure Dublin, qui décrète que les réfugiésEs doivent déposer une demande d'asile uniquement dans le premier pays européen par lequel ils et elles sont entrésEs, est l'une des chevilles ouvrières.

Une marche particulièrement combative

Un lieu également hautement symbolique, où sévit avec un zèle particulier la sinistre PAF (Police de l'air et des frontières) pour rafler les migrantEs qui tentent de poursuivre leur chemin en Europe, l'État espagnol étant devenu la principale porte d'entrée sur le continent. Symbolique aussi parce que l'on commémore cette année les 80 ans de la Retirada (« Retraite »), et que le Perthus fut l'un des principaux passages empruntés par des centaines de milliers de républicainEs espagnols qui, chassésEs par le franquisme, venaient chercher refuge en France. EnfermésEs dans des camps, ils et elles furent traités de façon abjecte par le gouvernement d'alors (issu du Front populaire), comme des « indésirables ».

Selon la presse locale, nous étions 250 personnes qui, au côté d'une vingtaine de réfugiésEs africains et est-européens et derrière des banderoles colorées et trois immenses portraits de migrantEs (réalisés par des artistes solidaires), avons entamé une marche particulièrement combative dans les rues de la ville frontalière résonnant des slogans « *Stop Dublin ! Stop expulsions ! Contre la loi Asile, régularisations !* » Une marche qui s'est achevée par l'occupation de l'ancien poste de douane, où ont eu lieu plusieurs prises de parole. La présence de délégations venues en Pays catalan depuis toute l'Occitanie exprime l'importance d'organiser des réseaux de solidarité au niveau régional, en réponse à la régionalisation du traitement des dublinésEs dont une des fonctions, outre d'expulser plus vite les migrantEs, est de briser les résistances et réseaux solidaires existants. Il est en outre indispensable d'organiser ces réseaux au niveau national et européen afin de construire le rapport de forces indispensable pour mettre un terme à ce déni d'humanité. Car, comme l'a exprimé une des organisatrices de la mobilisation, « *les politiques migratoires indignes menées par tous les pays européens ont déchaîné les vents mauvais du racisme et de la xénophobie. Ce n'est pas de cette Europe que nous voulons mais d'une Europe fraternelle et sans frontières ! C'est ce que nous voulons exprimer par cette manifestation !* »

Josie et Jean (NPA 66)



NPA

ordonnance la « carte hospitalière », accélérer les fermetures de services d'urgences, de chirurgie et de maternité et poursuivre les restructurations au sein des « groupements hospitaliers de territoires ». Même s'il ne dispose pas d'une majorité au Sénat, le gouvernement ne semble guère s'inquiéter de « l'opposition » de celui-ci. Sur le fond, la majorité de droite partage en effet avec la Macronie les mêmes objectifs : réduire la place de l'hôpital, développer les alternatives libérales et privées censées « remplacer » les établissements de proximité et l'hôpital public. Face à la colère montante dans les établissements hospitaliers, les EHPAD, en psychiatrie, les fédérations syndicales CGT, FO, Sud et CGC, qui avaient laissé passer sans la moindre réaction le débat de mars sur la loi Buzyn, ont appelé à une... « semaine d'action » du 27 au 31 mai. La CGT propose une journée de grève et de

manifestations pour le 11 juin. Des réponses timorées et tardives face à l'urgence de la situation, bien loin des exigences de la situation.

AG des services d'urgences en grève

L'espoir de fédérer les luttes dans la santé vient en réalité plutôt de la mobilisation montante dans les services d'urgences. Le 25 mai a eu lieu, à la Bourse du travail de Paris, la première assemblée générale des services d'urgences en grève. Cent vingt participantEs, y représentaient 65 services, dont Strasbourg, Toulouse, Lons-le-Saulnier, Mulhouse, Lille, Lyon, Bordeaux, Angers, Creil, Dieppe, AP-HP, Rennes, Valence... La question de l'extension aux 644 services d'accueil des urgences (SAU) est apparue essentielle. Une motion a été adoptée à une très large majorité. Elle reprend les revendications essentielles.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

- Augmentation des effectifs : le référentiel SAMU-Urgences de France est l'objectif de la négociation nationale avec le ministère ;
- Recrutement de tous les contractuelEs, pour en finir avec la précarité ;
- Arrêt des fermetures des SAU et maintien de leur ouverture 24/24 h. La réouverture

des lits d'aval (les lits des autres services de l'hôpital vers lesquels sont orientés les patientEs admis aux urgences) et le maintien du capacitaire toute l'année ;

- Salaires : augmentation de 75 points d'indice, équivalent à 300 euros net/mensuel.

Convergences en construction

Un comité national de grève composé de représentantEs des SAU, Paris et régions, ainsi que des trois syndicats impliqués, CGT, Sud et FO, a été mis en place, pour coordonner et obtenir l'ouverture de négociation avec la ministre. La date du 6 juin a été retenue pour une montée nationale au ministère. Un appel national sera rédigé en ce sens. Une délégation du « Printemps de la psychiatrie » est venue apporter son soutien et appeler à la convergence des luttes de tous les secteurs de la santé. Même si le chemin vers la convergence des luttes, et pour une mobilisation pour la défense de l'hôpital public et du droit à la santé, est encore long, un espoir est né, qu'il faut avec constance et détermination faire éclore.

J.C. Delavigne

Les comités en action !

Oise Réunion publique avec Olivier Besancenot. Mardi 21 mai, le NPA organisait une réunion publique avec Olivier Besancenot à Clermont-de-l'Oise. Après l'introduction de Catherine présentant la situation actuelle et la nécessaire réponse anticapitaliste aux attaques de Macron, Richard est intervenu sur la politique du Conseil départemental de l'Oise vis-à-vis des jeunes migrantEs mineurs parqués dans les hôtels (voir page 8). Au cours de son intervention, Olivier a dénoncé le mépris de classe de Macron et son gouvernement. Il a mis en perspective les violences policières et le tournant autoritaire du régime en France, en Europe et dans le monde. Il a insisté sur la détermination de Macron à faire passer ses réformes néolibérales et sur la nécessité de lutter avec toutes celles et tous ceux qui veulent s'y opposer. Olivier a également décrit le climat insurrectionnel vécu à Paris en décembre dernier : « *Je me suis dit que la révolution ne sera pas très loin de ça.* » L'anecdote du plan d'évacuation par hélicoptère de Macron indiquait bien la panique qui était en train de gagner le régime. De nombreuses questions ont été posées par les participantEs : l'unité des révolutionnaires, l'Europe, l'éparpillement des partis de gauche, la destruction des services publics...

Correspondant

**FIN DU MONDE
FIN DU MOIS**

**MÊME SYSTÈME, MÊME COMBAT
SORTONS DU CAPITALISME !**

**RÉUNION PUBLIQUE-DÉBAT
JEUDI 13 JUIN - 20H**

GRENOBLE MAISON DES HABITANTS CENTRE VILLE
2 RUE DU VIEUX TEMPLE, TRAM B NOTRE DAME-MUSÉE

AVEC **GAËL QUIRANTE**
MEMBRE DE LA DIRECTION DU NPA
POSTIER EN GRÈVE DEPUIS UN AN

DOMINIQUE MALVAUD
COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

L'Anticapitaliste la revue
Le n°105 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

5 mois de campagne riches de rencontres et de débats

Lors du CPN du 17 novembre 2018, le NPA avait décidé de mener, dans le cadre des élections européennes, une campagne qui décline dans des réunions publiques les axes du NPA sur les enjeux du scrutin, en lien avec les mobilisations sociales en cours.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Avec ou sans liste, le NPA était déterminé à faire entendre une voix anti-capitaliste contre l'Europe forteresse et ses traités, et à défendre, contre la montée des extrêmes droites, une perspective révolutionnaire et internationaliste avec un plan d'urgence sociale pour les peuples, en solidarité avec les réfugiés, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous. Et parce que, pour nous, cette campagne n'était pas une campagne électorale, mais une campagne politique importante, nous n'avons pas attendu les dernières semaines avant les élections pour la mener.

Questions politiques

Le 17 novembre c'était aussi bien évidemment l'Acte 1 des Gilets jaunes, qui a percuté le NPA comme l'ensemble de la société et s'est taillé une large place dans les débats de nos réunions publiques. De janvier à la mi-mai, les comités du NPA ont organisé une vingtaine de meetings avec des interventions de Christine Poupin, Olivier Besancenot et Philippe Poutou sur les axes de la campagne ou sur des questions plus spécifiques comme l'urgence climatique avec Christine Poupin ou la liberté de circulation avec Julien Salingue. Les affluences ont certes été variables en fonction de la taille des villes et de l'implantation locale du NPA (sans surprise, Tarbes ou Clermont-de-l'Oise ont regroupé moins de participantEs que Toulouse ou Paris). Mais ce sont, au total, plusieurs milliers de personnes qui sont venues débattre avec le NPA et ses porte-parole. Qui dit débat dit aussi réciprocité des échanges. Ces réunions ont

été des rencontres militantes et humaines, à notre échelle, un véritable kaléidoscope de la révolte du monde du travail qui s'exprime de manière plus ou moins organisée dans les luttes en cours. Révolte qui se heurte aux politiques de plus en plus violentes et répressives du gouvernement aussi bien que du patronat, et s'alimente de ces expériences, posant de nombreuses questions.

Au côté et au service des luttes

Nous avons en effet voulu que nos réunions publiques soient aussi des tribunes pour toutes celles et ceux qui se battent contre Macron et contre l'exploitation capitaliste et toutes les oppressions. Nous sommes fierEs que nos réunions aient pu accueillir des postierEs en grève depuis un an dans le

92 ou depuis 6 semaines à Toulouse, des Gilets jaunes victimes de la répression à Chambéry, des étudiantEs mobilisés à Annecy ou à Lille, des représentantEs de comités de défense d'hôpitaux de proximité à Châteauroux ou à Clermont-de-l'Oise, des salariéEs en lutte contre les licenciements comme les New Look ou les Ford, des salariéEs en grève pour des augmentations de salaires comme au Park Hyatt, des enseignantEs mobilisés à Rouen, des militantEs pour la justice climatique. Toutes ces luttes illustrent la ténacité avec laquelle les résistances aux attaques se cramponnent sur tous les terrains. Elles permettent de reconstruire des solidarités et des réflexes de classe pour comprendre la stratégie de l'adversaire. Ce sont des ferments d'espoir dans

ce monde capitaliste, qui nous fait payer au prix fort la crise de son mode de réalisation des profits, la crise écologique qu'il engendre et la crise idéologique qu'il charrie pour tenter de masquer sa faillite. Mais pour le moment aucune de ces luttes n'a remporté de victoire décisive qui illustre qu'il est possible de faire reculer les patrons et leurs représentants politiques.

Questions stratégiques

Et c'est bien ce qui a alimenté les débats avec les salles. Quelles stratégies pour construire cette convergence que nous appelons toutes et tous, mais que nous ne parvenons pas à concrétiser ? Quelles perspectives politiques pour dépasser les divisions : difficultés de communication voire de défiance entre le mouvement syndical et politique et les Gilets jaunes, émiettement et absence de débats entre les forces politiques se réclamant encore du mouvement ouvrier, y compris entre le NPA et Lutte ouvrière pour laquelle nous avons pourtant appelé à voter, comme seule liste anticapitaliste et internationaliste, comment reconstruire une alternative révolutionnaire qui redonne un espoir aux contestations sociales, contre l'alternative mortifère Macron-Le Pen, en rupture avec les institutions européennes et nationales ? Autant de questions qui ne peuvent qu'être ravivées par les résultats de ces élections et les enjeux des luttes qui se poursuivent. Ce n'est qu'un début, continuons nos débats !

Cathy Billard

Meeting du NPA jeune

Les révolutionnaires, toujours en campagne

Le jeudi 23 mai, une centaine de jeunes de région parisienne se sont réunis pour le meeting du NPA jeunes.

Trois jours avant les élections européennes et à la veille d'une marche mondiale pour le climat, il y avait plein de choses à dire pour dénoncer la politique du gouvernement et la fausse alternative Macron-Le Pen, mais aussi surtout affirmer que la rue est bien plus importante que les urnes.

Contre les fausses promesses électorales : le camp de ceux qui luttent

Gardes à vue, peines de prison ferme, mutilations... Le gouvernement s'attaque aujourd'hui à toutes celles et tous ceux qui s'opposent à sa politique. Et notamment à celles et ceux qui l'ont directement ciblé et mis en danger : les Gilets jaunes manifestant tous les samedis contre la vie chère et pour une véritable démocratie. C'est pourquoi la première intervention a rappelé la répression touchant aujourd'hui



NPA

celles et ceux qui relèvent la tête, surtout dans les entreprises, mais aussi à l'université à travers l'exemple de camarades de Nanterre, menacés d'expulsion de leur université pour s'être mobilisés contre les différentes réformes du gouvernement et finalement relaxés lors de leur section disciplinaire du mardi 20 mai. Des postierEs du 92 en grève depuis 14 mois ont ensuite décrit leur lutte contre la dégradation de leurs conditions de travail : réorganisations, multiplication des CDD et contrats d'intérimaire, et violences de la direction

multipliant les convocations au commissariat et les tentatives d'intimidation. Dans ce contexte de luttes, les militantEs jeunes ont un rôle à jouer, comme l'a rappelé la troisième intervention, que ce soit dans les mobilisations de la jeunesse scolarisée ou encore dans les Gilets jaunes.

Contre le grand patronat et ses frontières : pour une Europe socialiste des travailleurs

Tous les partis institutionnels sont prêts à se repeindre de toutes les couleurs, du rouge au jaune en

passant par le vert, pour espérer récolter dans les urnes les fruits de toutes ces mobilisations. L'adage de Mai 1968, « *élection piège à con* », vaut bien pour tout ces partis, qui tapent sur le même clou du faux débat « Europe ou pas Europe » et tentent de résumer le choix politique à Le Pen et Macron. Entre faire barrage à Macron et faire barrage à Le Pen, on en oublierait presque de faire barrage à la classe qu'ils servent touTES : la bourgeoisie. Bas salaires, chômage, fermeture des frontières et nationalisme : c'est le même cocktail que nous proposent les principaux partis. La plupart se présentent, en outre, écolos dans un contexte où cela est porteur chez les jeunes mais aucun n'est prêt à s'attaquer aux patrons pollueurs. Dans ces élections, appeler à voter Lutte ouvrière a permis de réaffirmer que nous sommes du côté de celles et ceux qui travaillent et de ceux qui se battent. Des luttes sociales ne s'arrêtant pas malgré les farces électorales. Nous sommes pour l'ouverture des frontières car nous sommes contre la bourgeoisie, son État et ses institutions qu'elles soient nationales, européennes ou internationales.

Sylvie Amoretto

Actualité

«Comment accepter la moindre distinction de la part d'un gouvernement qui, en tout point, me fait honte?»

Wilfrid Lupano est scénariste de BD, notamment connu pour les séries «Communardes!» et «les Vieux fourneaux». Le 20 mai dernier, il faisait part publiquement de son refus de recevoir une «récompense républicaine», le grade de chevalier des arts et lettres. Nous reproduisons des extraits de la lettre qu'il a publiée, à cette occasion, sur son compte Facebook.

À ma très grande surprise, vous m'avez adressé la semaine dernière un courrier pour m'annoncer que vous me décerniez le grade de chevalier des arts et lettres. [...] Comment accepter la moindre distinction de la part d'un gouvernement qui, en tout point, me fait honte?

«Il s'agit bien de honte»

Car oui, il s'agit bien de honte. J'ai honte de ce que votre gouvernement fait des services publics, au nom du refus dogmatique de faire payer aux grandes entreprises et aux plus grosses fortunes les impôts dont elles devraient s'acquitter. «Il n'y a pas d'argent magique» martèle votre leader. Il y a en revanche un argent légal que monsieur Macron refuse d'aller chercher pour ne pas déplaire à ceux qui ont financé sa campagne. J'ai honte, lorsque j'entends monsieur Castaner s'indigner que l'on puisse «s'attaquer à un hôpital», comme il l'a fait récemment, alors que c'est bien votre gouvernement qui fait le plus de mal aux services de santé, et pas trois gilets jaunes qui cherchent à se mettre à l'abri au mauvais endroit.



WIKIMEDIA COMMONS

J'ai honte de ce gouvernement qui en supprimant l'ISF, a divisé par deux les ressources des associations qui prennent à leur charge les plus faibles, les plus démunis, les laissés pour compte, à la place de l'État. J'ai honte lorsque votre gouvernement refuse d'accueillir l'Aquarius et ses 160 réfugiés qui demandent de l'aide, et encore plus honte lorsque monsieur Castaner, encore lui, accuse les ONG qui tentent par tous les moyens de sauver des vies d'être «complices» des passeurs. J'ai honte lorsque je vois la police «escorter» les militants de Génération identitaire après leur coup de com' au col de Briançon pour les «protéger» contre les militants

favorables à l'accueil des réfugiés. Certains de ces derniers furent d'ailleurs interpellés, alors que tous les membres de Génération identitaire sont rentrés chez eux fêter leur coup de publicité. [...]

«Un gouvernement mal élu qui ne tient plus que par sa police ultra violente»

J'ai honte de l'incapacité de ce gouvernement à prendre en compte l'urgence écologique, qui devrait pourtant être le seul sujet à vous préoccuper vraiment. En dehors d'effets d'annonce, rien dans les mesures prises depuis deux ans n'est à la hauteur des enjeux de notre époque. Ni sur la sortie des énergies fossiles, ni sur le développement du bio, des énergies renouvelables ou la condition animale. Votre gouvernement reste le loyal service après-vente des lobbies, de l'industrie agroalimentaire, des laboratoires, des marchands d'armes... J'ai honte, monsieur le ministre, de ce gouvernement mal élu (le plus mal de l'histoire de la 5^e République) qui ne tient plus que par sa police ultra violente.

J'ai honte de voir, depuis des mois, partout en France, éclater des yeux, exploser des mains ou des visages sous les coups de la police, de Notre-Dame-des-Landes aux Champs-Élysées, à Toulouse, Biarritz, Nantes. Le monde entier s'alarme de la dérive sécuritaire de votre gouvernement, de l'utilisation abusive d'armes de guerre dans le maintien de l'ordre, mais vous, vous trouvez que tout va bien. [...]

Comme vous le voyez, nous avons peu de points communs, politiquement. Et dans un monde où les distinctions culturelles seraient remises par le milieu culturel lui-même, sans intervention du politique, j'aurais accepté celle-ci avec honneur et plaisir. Mais il n'y a pas de geste politique qui ne soit aussi symbolique, et je sais déjà que si un jour j'atteins l'âge avancé où on prend son pied à exhiber ses breloques, j'aurais bien peu de plaisir à me rappeler que celle-ci me fut remise par le représentant d'un gouvernement dont j'aurais si ardemment souhaité la chute et la disgrâce. Passons malgré tout une bonne journée.

Wilfrid Lupano

Essai

Cœur de boxeur, d'Antoine Peillon

Éditions les Liens qui libèrent, 192 pages, 14 euros.

Lorsque l'histoire du mouvement des Gilets jaunes sera écrite, nul doute que, parmi les «figures» de la mobilisation, le boxeur Christophe Dettinger figurera en bonne place. C'est ce qu'a compris le journaliste Antoine Peillon qui, dans cet essai publié aux éditions les Liens qui libèrent, brosse un portrait politique de Dettinger, étudié comme un symbole du mouvement des Gilets jaunes.

«Un symbole politique de la révolte contre les violences policières»

Le livre d'Antoine Peillon n'est pas une biographie mais, sous la forme d'une adresse à Christophe Dettinger, une belle déclaration à un homme et, à travers lui, une mobilisation. Si l'auteur, journaliste à la Croix, se défend de faire une apologie de la violence, il fait le choix de l'empathie à l'égard de celui qui s'en est pris physiquement à plusieurs membres des forces de répression lors de la manifestation du 5 janvier à Paris, Acte 8 du mouvement des Gilets jaunes. Empathie à l'égard d'un manifestant qui, outré par les violences policières, a décidé non seulement de se défendre mais de rendre les coups. «Pour l'État français, ce fut une rébellion insupportable! Pour nous, ce fut une résistance... Vous êtes devenu, dans l'après-midi du samedi 5 janvier, un symbole politique de la révolte contre les violences policières, de la résistance à la dérive monarchique d'Emmanuel Macron, de la décence commune face à l'indécence extraordinaire du gouvernement d'Édouard Philippe et du Parlement godillot de la prétendue République en marche.»

Il faut le dire, le style est parfois un peu grandiloquent, mais l'ensemble constitue un bel ouvrage, un bel hommage à un homme victime d'une véritable vengeance d'État et, en creux, un portrait particulièrement virulent de la Macronie, du président et de ses sbires, de leur cynisme, de leur violence, de leur indignité. Un hommage aussi à toutes les victimes des violences policières, blessés, mutilés, traumatisés, et dont le seul tort est d'avoir voulu, dans un pays dit démocratique, faire entendre

leur colère face aux injustices et revendiquer une vie meilleure. Christophe Dettinger n'avait jamais manifesté avant la mouvement des Gilets jaunes. Condamné à 30 mois de prison, dont 12 mois ferme, il bénéficie aujourd'hui d'un régime de semi-liberté qui l'autorise à mener, en journée, une vie professionnelle et familiale. Mais, contrairement aux éborgneurs et à leurs donneurs d'ordre, il dort chaque nuit en prison.

Julien Salingue



Cinéma

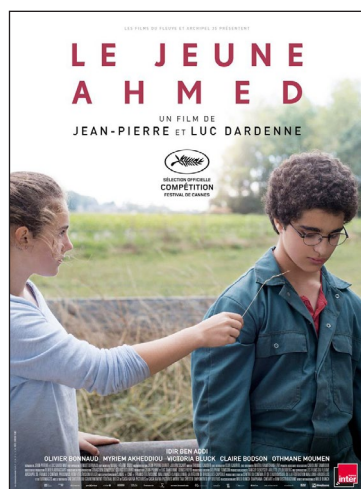
Le jeune Ahmed, de Luc et Jean-Pierre Dardenne

Film belgo-français, 1h24min, sorti le 22 mai 2019.

Le film a reçu le prix de la mise en scène à Cannes cette année. Ahmed, 13 ans, en quête d'absolu et de pureté s'engage dans une pratique rigoriste de l'islam. Cela perturbe son entourage, sa famille, sa mère, sa sœur, ses profs. Il prend au pied de la lettre les incantations de son imam et tente de tuer sa prof, «l'apostat», qu'il connaît depuis longtemps et avec laquelle il avait une bonne relation.

Interrogations multiples

Le style des frères Dardenne est proche de celui de Frederick Wiseman (*Monrovia, Indiana*) : on



n'explique pas, on n'affirme pas, on montre, sans effet, sans musique, et de là naissent plein d'interrogations avec lesquelles le spectateur doit se débrouiller. Une pareille situation est-elle possible? La réponse est oui. Comment est-ce possible? Le cercle des intervenants, les éducateurs, les juges, les gardiens, la famille, autour d'Ahmed, cherchent à percer sa carapace. En vain. Et l'artifice final n'est pas une pirouette des frères Dardenne pour sortir d'une situation inextricable, mais l'affirmation que les hasards de la vie peuvent modifier le cours des choses.

Jean-Marc Bourquin

Cinéma

Festival Ciné-Palestine

Nous publions la présentation de la 5^e édition du Festival Ciné-Palestine, qui se déroulera en région parisienne du 20 mai au 10 juin.

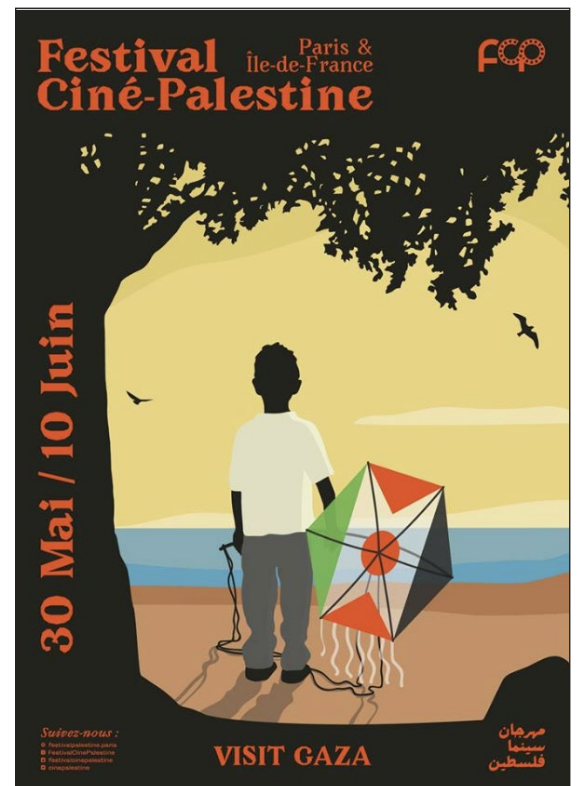
Le Festival Ciné-Palestine – FCP – a le plaisir de vous donner rendez-vous pour sa 5^e édition, qui se tiendra du 30 mai au 10 juin 2019 dans ses cinémas partenaires : au Luminor Hôtel-de-Ville et aux 3 Luxembourg à Paris, au Méliès à Montreuil, à l'Écran à Saint-Denis, au Jean-Vigo à Gennevilliers, aux 3 Cinés Robespierre à Vitry-sur-Seine et au Studio à Aubervilliers.

Une nouvelle génération d'artistes

Depuis sa première édition en 2015, le FCP est au service de la promotion, auprès du public français, d'un cinéma palestinien riche et varié. Il soutient en particulier une nouvelle génération d'artistes qui investit tous les domaines de la création cinématographique, y compris les plus novateurs. Pour célébrer cette 5^e édition, nous avons le plaisir de programmer une vingtaine de films et d'accueillir vingt invitéEs, réalisateurEs, acteurEs et producteurEs présents pour rencontrer et discuter avec le public après les projections. Toujours à l'affût de films inédits pour en donner la primeur au public, le Festival Ciné-Palestine ouvre cette édition avec le film inédit *Mafak* de Bassam Jarbawi. Particulièrement sensible au regard aiguisé de cinéastes internationaux qui trouvent en Palestine un récit de lutte digne d'être raconté et mis en scène, le Festival Ciné-Palestine propose cette année deux films coups de cœur, *Gaza Ghetto* de Pea Holmquist (1985) et *l'Apollon de Gaza* de Nicolas Wadimoff (2018).

Gaza à l'honneur

Afin de dénoncer la violence qui continue à s'abattre sur la bande de Gaza depuis le début du blocus en 2007, le Festival Ciné-Palestine souhaite mettre en avant les films qui y sont produits : des récits d'aujourd'hui mais aussi des histoires d'antan qui nous permettent de percevoir et d'analyser les changements colossaux subis par ce territoire en si peu de temps. Rashid Masharawi, un des réalisateurs gazaouis les plus prolifiques, sera mis à l'honneur avec une Masterclass qui reviendra sur son parcours cinématographique. Les jeunes cinéastes palestiniens émergents ont également leur place dans cette 5^e édition. Un concours de courts métrages, «New Generation», leur est dédié. Comme chaque année, une soirée en plein air à Saint-Denis est prévue. Avec son lot de surprises, elle fera le bonheur des grands et des petits. La clôture aura lieu au cinéma Le Studio, précédée d'une table ronde autour de l'héritage et de la préservation du patrimoine cinématographique palestinien avec Bashar Shammout et Khadijeh Habashneh. *Ours is a Country of Words* (2017) de Mathijs Poppe, film poétique et pétri d'espoir, terminera l'édition 2019 du Festival Ciné-Palestine.



«Beaucoup de personnes qui voyaient l'avortement comme un tabou ont commencé à comprendre que c'était un droit pour lequel il fallait se battre»

Entretien. À l'occasion de la projection au Festival de Cannes du documentaire « Que Sea Ley » de Juan Solanas, qui retrace la lutte des féministes argentines pour le droit à l'avortement, nous avons rencontré **Victoria Tresoriero** et **Agustina Vidales Agüero**, sociologues et militantes.

La Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito¹ est l'organisation féministe qui propose, depuis 2005, des projets de loi pour garantir l'accès à l'avortement. Comment militent les femmes au sein de cette organisation ?

Agustina : La Campaña est un front composé de près de 600 organisations à travers le pays : partis politiques, syndicats, centres syndicaux, collectifs féministes indépendants, centres culturels, ONGs, organisations de travailleuses, étudiantEs... Nous avons compris que nous avions tousTEs un objectif commun et nous l'avons mis au premier plan. Nous luttons à la fois pour la dépénalisation de l'avortement, mais aussi pour sa légalisation et sa mise en application par le système de santé publique.

Victoria : Dans chaque province, dans chaque ville, il y a un groupe de la Campaña qui réunit des femmes d'origines, d'organisations et d'expériences différentes. Chaque jour, chaque groupe s'organise dans chaque ville. La Campaña articule deux stratégies principales : premièrement, elle mobilise les militantEs autour d'actions de rue, de manifestations, d'ateliers, de formations, ou de campagnes de sensibilisation. Deuxièmement, elle cherche à exercer une pression sur les parlementaires pour créer les conditions politiques afin que la question de l'avortement puisse être débattue au niveau étatique. Cette stratégie de lobbying comprend le travail avec les partis politiques, les députéEs et les sénateurEs. La Campaña existe depuis 14 ans, c'est le front de lutte qui, dans l'histoire du mouvement des femmes en Argentine, dure le plus dans le temps, même s'il y a des organisations plus anciennes.

Quels sont les liens entre la Campaña et Ni Una Menos², le mouvement féministe qui est apparu en Argentine en 2015 contre les féminicides et les violences de genre ?

Victoria : Chaque année en Argentine, des Rencontres nationales de femmes ont lieu. La Campaña est née de ces rencontres, et se développe en partie grâce à elles. Le phénomène de Ni Una Menos en 2015 a été un moment important dans le renforcement de la Campaña. D'une part, Ni Una Menos est parvenu à faire émerger de façon très large la question de la lutte contre les violences, dans la rue, la société et les médias. Cela a eu un impact très positif sur l'ensemble du mouvement féministe qui est devenu massif : les 8 mars 2017 et 2018, il y avait un million de personnes dans la rue ! Mais la Campaña et Ni Una Menos sont deux choses différentes. Ni Una Menos, à la base, c'est un slogan d'un groupe de journalistes.

Agustina : Les grands médias avaient pris la décision politique de ne pas parler de l'ampleur des Rencontres nationales de femmes, alors que certaines journalistes travaillaient depuis longtemps sur le sujet des violences. À partir de ce travail militant, et après une série de féminicides



DR

très violents, ils ont commencé à en parler et la couverture médiatique a été utile pour nous. La sujet a rencontré un écho immense en Argentine, et les femmes s'en sont tout de suite emparé pour construire une mobilisation massive. Lors de la première manifestation Ni Una Menos le 3 juin 2015, il y avait 250 000 personnes, c'était impressionnant. En 2018, nous avons atteint entre un million et demi et deux millions de personnes, sur la place du Congrès, sans compter l'intérieur du pays qui s'est beaucoup mobilisé. Ce n'est pas seulement dans la ville de Buenos Aires.

Vous évoquez le fait que le mouvement féministe est devenu plus massif en Argentine à partir de 2015...

Victoria : L'ampleur de la mobilisation a été incroyable, nous avons nous-mêmes été surprises ! Tout le monde a commencé à réfléchir sur l'avortement. L'opinion publique a changé, tout comme celle des institutions, sur l'importance du mouvement des femmes. J'ai vu des collègues masculins qui ont commencé à utiliser un langage inclusif. C'était quelque chose qui dynamisait et provoquait des changements dans la vie quotidienne, et dans des domaines où l'on ne parlait toujours pas d'égalité, comme le football professionnel par exemple.

Agustina : La lutte pour le droit à l'avortement a généré un consensus au fil des ans, beaucoup de personnes qui voyaient l'avortement comme un tabou ont commencé à comprendre que c'était un droit pour lequel il fallait se battre. Et elles ont aussi compris que notre slogan (« L'éducation sexuelle pour décider, les contraceptifs pour ne pas avorter, l'avortement légal pour ne pas mourir ») est intégral, pas étagé.

Quel est le rôle des organisations du mouvement ouvrier traditionnel (partis, syndicats...) dans la lutte pour la légalisation de l'avortement ?

Victoria : L'une des réussites de la Campaña a été d'étendre la revendication du droit à l'avortement au-delà des organisations féministes. En Argentine, il y a des féministes dans tous les cadres, politiques et syndicaux, et à chaque fois que l'on cherche une relation avec les organisations politiques ou syndicales, on a une camarade féministe à qui s'adresser, avec qui organiser des

activités et des actions. Les syndicats sont présents depuis le début dans la Campaña. Les partis nous ont rejoints plus tardivement, en fonction des camarades qui militent dans ces espaces, avec plus de difficultés que les syndicats car ils ont une base moins mouvementiste.

Agustina : Il y a plusieurs partis politiques dans la Campaña, de différentes familles politiques, et c'est pourquoi nous ne prenons pas de position pour l'un d'entre eux. Ce que nous faisons, c'est appeler à voter pour les candidatEs qui respectent les droits des femmes et des personnes ayant la capacité de gestation, et les droits humains en général. Les politicienEs en faveur d'un avortement légal, sûr et gratuit. Les syndicats qui sont présents, ce sont surtout des syndicats d'enseignantEs, des syndicats de fonctionnaires, des syndicats de professionnelEs de la santé, des syndicats judiciaires. Les deux grandes centrales syndicales argentines font partie de la Campaña.

Les femmes ont manifesté plusieurs fois contre les mesures d'austérité du président argentin Macri. Comment le mouvement féministe considère le gouvernement et sa politique ?

Victoria : Aujourd'hui, les mesures de Macri suscitent la colère de tout le milieu féministe. Les programmes de droits des femmes et de diversité ont été suspendus et le ministère de la Santé a été supprimé pour faire des économies. Je crois que le mouvement féministe a réussi à maintenir non seulement une stratégie défensive pour reconquérir les acquis que nous avons perdus, mais aussi offensive avec la lutte pour l'avortement légal. Dans la période actuelle de récession et de crise économique, non seulement nous descendons massivement dans la rue, mais nous sommes l'un des seuls mouvement offensifs qui lutte activement pour gagner de nouveaux droits.

Après le rejet du projet de loi par le Sénat argentin le 8 août dernier, quelles sont les prochaines étapes pour la mobilisation ?

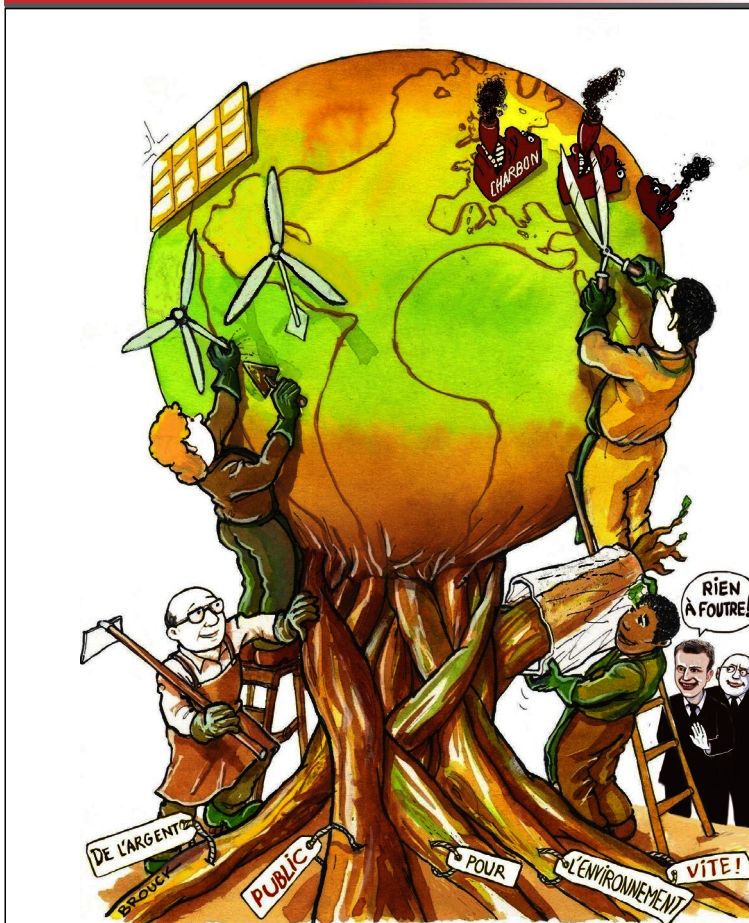
Victoria : Le programme qui nous attend est chargé. Tout d'abord, nous serons dans la rue le 28 mai, à l'occasion de la 8^e présentation du projet de loi pour l'avortement. Le 3 juin, nous manifesterons pour marquer les 4 ans du mouvement Ni Una Menos. Enfin, le 13 juin, nous descendrons dans la rue pour le premier anniversaire de l'adoption de notre projet de loi à la Chambre des députés.

Propos recueillis par Carla Biguliak et Lisa Derradji

1 – Campagne nationale pour le droit à l'avortement légal, sans risques et gratuit.

2 – « Pas une de moins », slogan qui dénonce les féminicides.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

BRÉSIL : LES PATRONS FRANÇAIS SALIVENT

D'un côté, Emmanuel Macron reçoit le chef autochtone Raoni et l'assure du soutien de la France pour préserver l'Amazonie. De l'autre, le ministère de l'Économie et des Finances et le grand patronat français accueillent une délégation de ministres, gouverneurs et gros industriels brésiliens pour discuter des « opportunités » économiques offertes par les privatisations et les projets industriels au Brésil et... en Amazonie. [...]

Ce 5 juin, le ministère de l'Économie et des Finances et le Medef vont accueillir un « Forum économique France-Brésil ». Des grands patrons brésiliens, des gouverneurs locaux et un représentant du gouvernement d'extrême droite du président Jair Bolsonaro – les premiers à attaquer les droits et les terres des populations autochtones – viennent y promouvoir les « opportunités » brésiliennes en matière de privatisations, de concessions ou de grands projets d'infrastructures. [...]

Le président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro a été élu en octobre 2018 avec le soutien de l'agrobusiness, promettant à ses opposants « l'exil ou la prison ». Depuis son investiture, il a libéralisé par décret le port d'armes, appelé les forces armées à célébrer le coup d'État militaire de 1964, et s'en est directement pris aux populations autochtones. Le pouvoir de démarquer et sanctuariser des terres à protéger dépend désormais du ministère de l'Agriculture, qui défend les intérêts de l'agrobusiness. Le gouvernement promeut aussi l'usage massif des pesticides : la mise sur le marché de plus de 150 nouveaux produits toxiques a été autorisée. Les attaques contre les populations autochtones, dans le nord amazonien, et dans les régions agricoles du Mato Grosso, se multiplient. [...]

Cette situation ne semble pas émouvoir le patronat français, qui lorgne plutôt sur les profitables « opportunités » de la politique ultra-libérale menée par l'extrême droite. « Le plan d'inspiration néolibérale du ministre de l'Économie, Paulo Guedes, a été accueilli favorablement par les milieux économiques », souligne le Medef dans son invitation au forum, qui se déroule dans les locaux du ministère des Finances. Paulo Guedes, fondateur d'une banque d'affaires, est en effet un fervent néolibéral, partisan de la privatisation à tout va. [...]

Le gouvernement est aussi en train de distribuer des droits d'exploitations minières à des entreprises privées. Bolsonaro a également publiquement envisagé la privatisation de la puissante entreprise publique pétrolière Petrobras. L'avenir de l'Amazonie, de sa forêt, de ses fleuves et des populations qui y vivent ne risquent pas de peser bien lourd aux côtés de toutes ces « opportunités ».

Rachel Knaebel, « Pour profiter des privatisations brésiliennes, le Medef et Bercy accueillent le gouvernement de Bolsonaro », *Bastamag*, 21 mai 2019.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM				
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	☐ 6 mois 28 €	☐ 1 an 56 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Mensuel	☐ 6 mois 22 €	☐ 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 50 €	☐ 1 an 100 €	☐ 6 mois 38 €	☐ 1 an 76 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
☐ 14 € par trimestre	☐ 25 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org